

Le Brésil et les grands pôles économiques du nord

Par Ariel François (*)

(*) Chercheur invité au CEPIL (1979-1980).

SOMMAIRE

Pages

I - La dépendance industrielle et financière	52
1 - Un contrôle étranger sur l'industrie brésilienne relativement ancien et en rapide expansion	52
2 - Une régression relative de la présence américaine au profit du Japon, de la Suisse et de l'Allemagne	55
3 - Une concentration massive des investissements étrangers dans les industries de transformation	57
4 - Une présence très largement imputable aux grandes firmes multinationales	58
5 - Une interpénétration croissante entre les capitaux étrangers et les capitaux nationaux	61
6 - Un recours systématique aux financements externes	62
7 - Une très vive progression des entrées de capitaux	64
8 - Un engagement croissant du système bancaire international	66
9 - Un rôle ambigu dans les circuits financiers brésiliens	68
II - Les chocs pétroliers et la nouvelle stratégie commerciale	69
1 - Un gros importateur de produits de base et de biens d'équipement	69
2 - Une capacité d'importation affectée par les prélèvements pétroliers	72
3 - Des incidences probablement durables sur les importations en provenance du « Nord »	74
4 - L'émergence de nouveaux liens d'interdépendance avec le « Sud »	79
5 - Une diversification croissante des exportations brésiliennes	81
6 - Deux filières clé : la filière agro-alimentaire et la filière métallique	85
7 - Une percée prévisible sur les marchés du Sud	88
Conclusion : Esquisse de deux scénarios	93

L'opinion courante ne retient souvent du Brésil que son immense potentiel de croissance. Avec un territoire grand comme dix-sept fois la France, une population aujourd'hui proche des 120 millions d'habitants et des ressources naturelles encore imparfaitement explorées mais sans doute considérables, le Brésil comptera vraisemblablement parmi les grandes puissances de demain.

A cette image se superpose aussi celle d'un pays confronté à de graves problèmes sociaux et à de sérieux problèmes de développement. Aussi, bien que le Brésil se soit classé au cours de la précédente décennie parmi les tous premiers pays du monde pour son rythme d'expansion (le PNB croît d'environ + 10 % par an en moyenne entre 1970 et 1977), il n'a pas encore réussi à se détacher du groupe des pays dits à revenu moyen (1 360 dollars de PNB par tête d'habitant en 1977) ni à résorber les disparités de toutes sortes qui ont accompagné son mode de croissance (déséquilibres régionaux, inégalités sociales, etc.).

Si le Brésil présente de ce fait une image contrastée, faisant toujours figure de pays à paris et à défis, cette impression masque aussi une réalité économique dont nombre d'observateurs ne semblent pas avoir encore pris toute la mesure.

De fait, le Brésil occupe d'ores et déjà le dixième rang dans le monde pour le niveau de son PNB (158 milliards de dollars en 1977). *Il se classe même au huitième rang dans le monde pour sa valeur ajoutée industrielle*, juste après le Canada et tout de suite avant l'Espagne (17,3 milliards de dollars en 1975 au prix de 1970). Il possède non seulement le plus grand parc d'industries du sous-continent américain mais dispose encore du plus important potentiel industriel de tout l'hémisphère sud. Aussi, bien que le Brésil ne puisse être encore considéré comme un pays industrialisé — entendons par là comme un pays doté d'une infrastructure économique, d'une capacité technologique et d'une organisation sociale semblables à celles des pays riches de l'hémisphère nord — force est de reconnaître qu'il abrite déjà le premier complexe industriel du « sud », complexe il est vrai fortement lié aux grands pôles économiques du « nord ».

Cette articulation entre le complexe industriel brésilien et les grands pôles économiques de l'hémisphère nord s'est sensiblement renforcée au cours des quinze dernières années, prolongeant une tendance déjà

décelable dans le courant de l'après-guerre et consolidée par le régime militaire après la crise de 63-64. Elle se double aujourd'hui de nouveaux liens d'interdépendance avec les économies du « sud », le Brésil étant fortement tributaire des importations de pétrole pour son approvisionnement énergétique mais entendant également affirmer sa présence commerciale sur les marchés du Tiers Monde. Ce sont cette articulation et ces nouveaux liens d'interdépendance que l'on cherchera à mettre ici en évidence, en montrant quelle place le capital étranger occupe dans l'industrie brésilienne, quel rôle jouent au Brésil les financements externes et comment ce pays entend s'insérer aujourd'hui dans les nouveaux courants d'échange.

I - La dépendance industrielle et financière

L'économie brésilienne se présente aujourd'hui comme un système fortement internationalisé où les firmes étrangères détiennent des positions clé et jouent un rôle moteur dans la croissance du pays.

1 - Un contrôle étranger sur l'industrie brésilienne relativement ancien et en rapide expansion

Le processus d'internationalisation de l'économie brésilienne est relativement ancien. Jusqu'à la veille de la Première Guerre mondiale il a été pour l'essentiel alimenté par la pénétration britannique, qui a de loin surpassé celle des principales autres puissances européennes présentes sur le continent sud-américain (France, Allemagne et Italie).

Se substituant dès l'indépendance du Brésil à l'ancienne métropole coloniale, la Grande-Bretagne s'est tout au long du XIX^e siècle assurée une position dominante dans l'économie brésilienne, contrôlant les circuits de l'import-export, finançant les grandes cultures d'exportation et leurs infrastructures de soutien et intervenant sur place sur la base d'investissements directs.

Au lendemain du premier conflit mondial, les caractéristiques de la pénétration étrangère se sont substantiellement modifiées au Brésil. Par suite de l'ébranlement des économies européennes et du renforcement de la puissance américaine, les Etats-Unis sont devenus à l'époque le principal exportateur de capitaux dans le monde, devançant la Grande-Bretagne et la France. Les investissements américains en Amérique du

Sud sont ainsi passés de 365 millions de dollars en 1914 à 2 513 millions de dollars en 1940.

En 1929, le niveau cumulé des investissements américains au Brésil s'élevait déjà à 194 millions de dollars, ceux-ci se concentrant essentiellement dans le domaine des infrastructures de base (énergie, transports). Après le second conflit mondial, en 1950, ils atteignaient un niveau de 644 millions de dollars, ceux-ci se situant désormais pour l'essentiel dans le secteur industriel.

L'analyse des flux d'investissement direct depuis la dernière guerre mondiale permet de dégager quatre grandes périodes caractéristiques sous l'angle de la pénétration étrangère (graphique 1 : investissements directs nets).

Entre 1947 et 1954, sous le gouvernement Dutra et pendant le deuxième mandat du Président Vargas, les flux d'investissement net ont été relativement faibles, et même négatifs en 1951, ceux-ci représentant des entrées de l'ordre de 13 millions de dollars par an en moyenne (les liquidations massives d'investissements qui eurent lieu au cours de cette période expliquent pour une large part cette situation).

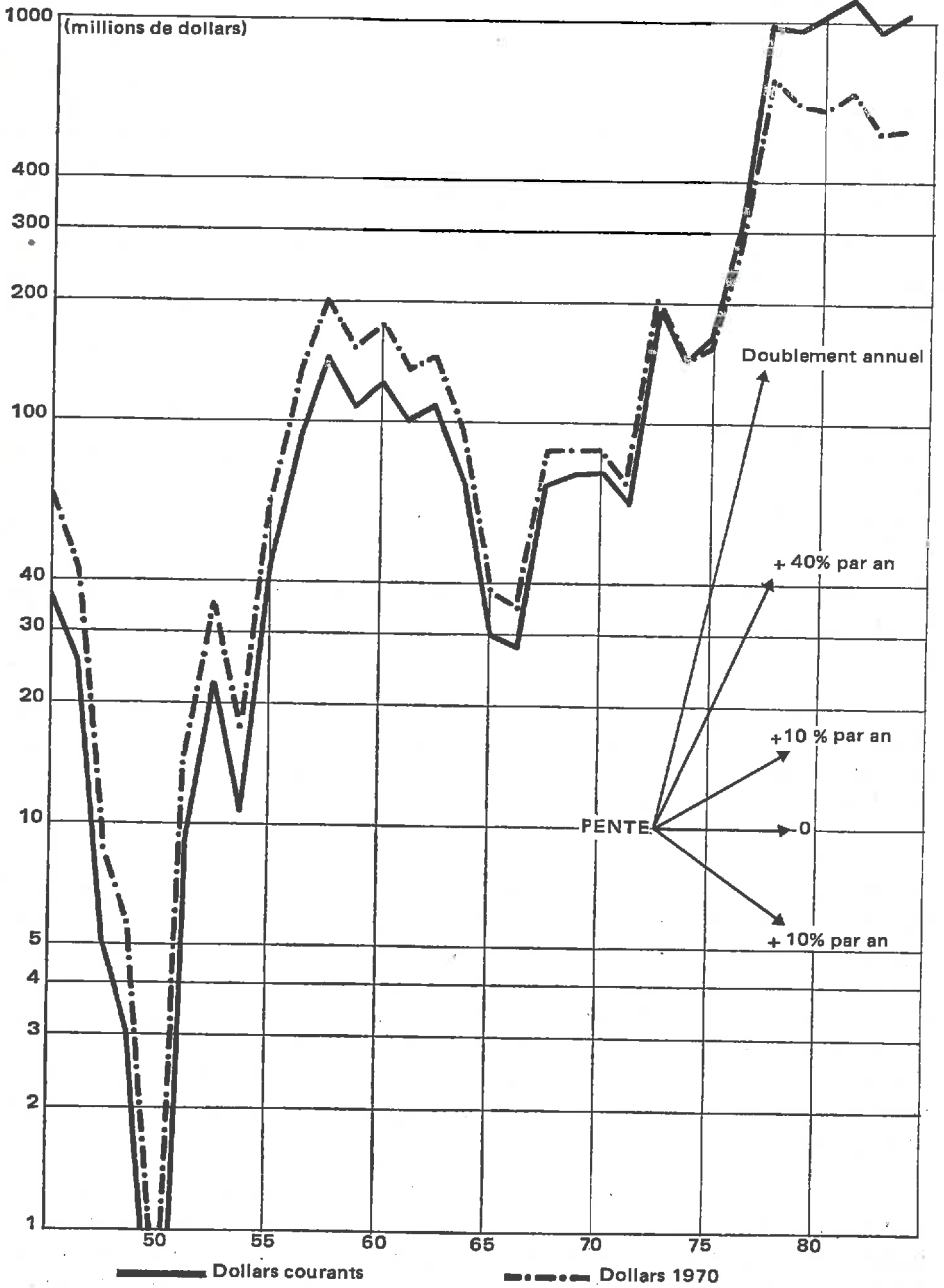
Entre 1955 et 1961, sous le gouvernement Kubitschek essentiellement, ces flux ont atteint des volumes relativement élevés, correspondant à des entrées nettes de 102 millions de dollars en moyenne par an.

Entre 1962 et 1968, au cours de la crise qu'a traversée le Brésil et pendant les premières années du régime militaire, les entrées de capitaux ont sensiblement décliné, les flux d'investissement net atteignant en moyenne 59 millions de dollars par an sur la période considérée.

Depuis 1969, la pénétration des capitaux étrangers a été massive. Entre 1969 et 1978, les investissements nets ont été en moyenne de 690 millions de dollars par an sur l'ensemble de la période. En fait, l'on observe en début de période une croissance spectaculaire du flux des investissements étrangers, qui passent de 63 millions de dollars en 1968 à 977 millions de dollars en 1973. Depuis cette date, leur flux a constamment oscillé autour du milliard de dollars courants chaque année. En dollars constants cette stabilité des années récentes se transforme en une sensible décroissance mais le niveau moyen reste élevé par rapport aux années 50 et 60.

Les années soixante-dix se caractérisent ainsi par une progression spectaculaire de la pénétration étrangère, progression qu'illustrent très nettement les données de la Banque centrale relatives au stock de capital étranger enregistré au Brésil (investissements directs et réinvestissements

Graphique n° 1 : Les investissements étrangers depuis 1947
 (investissements directs nets, année par année)



Source: Banque centrale du Brésil

cumulés) : le stock de capital étranger enregistré a atteint de la sorte 13,7 milliards de dollars en 1978 contre 2,9 milliards de dollars en 1971, soit un niveau presque cinq fois plus élevé en dollars courants.

2 - Une régression relative de la présence américaine au profit du Japon, de la Suisse et de l'Allemagne

Les années soixante-dix se caractérisent en outre par une sensible redistribution de la présence étrangère selon l'origine des capitaux considérés : entre 1971 et 1978 certains pays ont très nettement progressé tandis que d'autres ont régressé en termes relatifs.

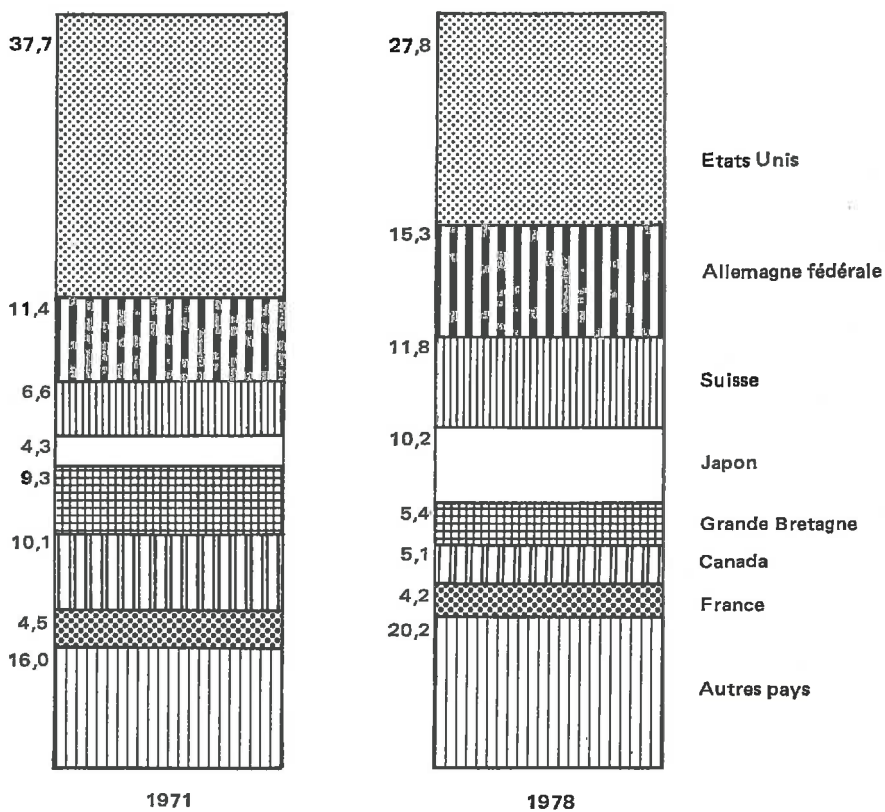
Au début des années soixante-dix la présence américaine était encore très largement prédominante, par suite du développement continu des investissements américains depuis le début du siècle et de la fourniture par les Etats-Unis d'une importante assistance technique depuis la dernière guerre mondiale (mission Cooke, mission Abbink et Commission mixte Brésil- Etats-Unis). Cette situation a connu au cours des années récentes de sensibles altérations. Tout en maintenant sa politique d'ouverture délibérée aux capitaux internationaux, le gouvernement brésilien a cherché à diversifier l'origine des investissements étrangers en s'adressant au Japon d'une part et aux pays de la Communauté européenne de l'autre (Allemagne fédérale, France et Grande-Bretagne). Bien que le redéploiement des courants d'investissement observé ces dernières années ne puisse être qu'en partie imputé à cette stratégie, il convient de reconnaître qu'il a été au devant des attentes gouvernementales.

Ainsi, si l'on prend le montant total des investissements et réinvestissements par pays d'origine, l'on constate que le stock des capitaux japonais a été grossièrement multiplié par onze au cours de cette période, celui des capitaux suisses par neuf et celui des capitaux allemands par six. Ces trois pays se classent ainsi en 1978 au rang des trois premiers investisseurs étrangers après les Etats-Unis, avec respectivement 10,2 %, 11,8 % et 15,3 % du montant total des capitaux étrangers « enregistrés » par la Banque centrale.

Les Etats-Unis, qui occupent toujours la première place parmi les investisseurs étrangers, ont régressé en termes relatifs. En 1978, les capitaux américains ne représentent plus que 27,8 % du montant total des capitaux étrangers « enregistrés » au Brésil contre 37,7 % en 1971.

Cette régression relative est encore plus spectaculaire dans le cas du Canada et de la Grande-Bretagne, qui se classaient aux troisième et

Graphique n° 2 : La pénétration étrangère en 1971 et 1978
 (en % du total des capitaux étrangers enregistrés par la Banque centrale)



Source: Banque centrale du Brésil

quatrième rangs en 1971 et qui passent respectivement aux sixième et cinquième rangs en 1978 avec, cette année-là, 5,1 % et 5,4 % du montant total des capitaux étrangers « enregistrés » au Brésil.

Seule la France, qui vient au septième rang, ne voit pas sa position se modifier sensiblement au cours de cette période, sa part dans le total des capitaux étrangers « enregistrés » au Brésil s'élevant à 4,2 % en 1978.

3 - Une concentration massive des investissements étrangers dans les industries de transformation

Les capitaux étrangers investis au Brésil sont aujourd'hui massivement concentrés dans le secteur des industries de transformation (77,1 % du total des capitaux enregistrés en 1978) et, dans une moindre mesure, dans celui des services (16,8 %).

La part des capitaux étrangers présents dans l'agriculture et l'extraction minière est très faible (respectivement 0,5 % et 1,8 % du total des capitaux « enregistrés » en 1978). Il en est de même pour l'énergie et les transports, secteurs où la présence étrangère était particulièrement forte avant la Deuxième Guerre mondiale (respectivement 1,6 % et 0,1 % du total des capitaux « enregistrés » en 1978).

Au niveau des services, les capitaux étrangers sont essentiellement présents dans les secteurs du commerce (2,8 % du total des capitaux « enregistrés » en 1978) et de la banque (3,6 %) mais, surtout, dans celui des holdings, sociétés d'études et autres activités assimilées (9,5 %). La progression des capitaux étrangers dans ce dernier secteur a été particulièrement vive au cours des années soixante-dix, cette progression accompagnant sans doute le développement des investissements dans l'industrie.

Mais c'est surtout dans les industries de transformation que les capitaux étrangers sont aujourd'hui massivement concentrés, tout spécialement dans les complexes de la métallurgie et de la chimie au sens large.

Les capitaux étrangers sont ainsi solidement implantés *tout le long de la filière métallique*, notamment dans les parties situées en aval de la métallurgie de base : sidérurgie (2,3 % du total des capitaux enregistrés en 1978), métallurgie proprement dite (6,2 %), mécanique (8,6 %), construction électrique (8,7 %) et industrie automobile (13,2 %). C'est

vers ces derniers trois secteurs, en particulier, que se sont dirigés les plus gros flux d'investissements étrangers au cours des années soixante-dix.

La filière chimique au sens large polarise également une importante fraction des investissements étrangers. Tel est le cas tout particulièrement des industries pharmaceutiques (4,2 % du total des capitaux enregistrés en 1978) et de la chimie de base (10,2 %).

Hors de ces deux grands complexes d'activités industrielles, seul le secteur des produits alimentaires se détache nettement comme pôle d'attraction des investissements étrangers (5,0 % du total des capitaux enregistrés en 1978).

4 - Une présence très largement imputable aux grandes firmes multinationales

Bien que cette présence étrangère ne soit pas seulement le fait d'opérations lourdes conduites par des firmes multinationales et que les entreprises de « joint venture » soient assez répandues au Brésil, les premières contrôlent des pans entiers du système industriel, y compris dans les secteurs traditionnels, malgré la modicité relative des capitaux investis dans ces derniers.

Si l'on se rapporte à l'étude publiée en 1975 par l'Institut brésilien de planification (IPEA) sur la place des entreprises multinationales dans l'industrie brésilienne, on constate que le poids de celles-ci est aujourd'hui considérable (1).

Ainsi, sur un échantillon de 318 entreprises industrielles, sélectionnées parmi les plus grandes entreprises de chaque secteur, 133 étaient des filiales de multinationales et détenaient à elles seules 40,4 % du capital, 51,2 % du personnel et 55,3 % du chiffre d'affaires des entreprises du dit échantillon (2).

La part du chiffre d'affaires réalisée par les multinationales était, dans l'échantillon retenu, supérieure à 90 % dans les secteurs de la

(1) Carlos Von Doellinger et Leonardo Cavalcanti : « Empresas multinacionais na indústria brasileira » (coleção : *Relatorios de pesquisa* n° 29, IPEA-INPES, Rio de Janeiro, 1975).

(2) Quatorze entreprises ont été en moyenne sélectionnées par secteur, à partir des dix plus grandes entreprises identifiées dans chaque secteur sur la base de leur actif, de leur chiffre d'affaires et de leur capital social. Les entreprises ont été considérées comme *publiques* lorsque l'Etat détenait la majorité du capital et comme *filiales multinationales* lorsque la société mère contrôlait au moins 25 % du capital. Ces 318 entreprises assuraient 42 % de la production et 25 % de l'emploi industriels en 1972. Quant aux filiales de multinationales retenues dans l'échantillon elles représentaient 43 % du total des investissements et réinvestissements étrangers enregistrés au Brésil en 1973.

pharmacie, du matériel de transport et du tabac, comprise entre 60 et 90 % dans ceux du caoutchouc, des industries diverses, des plastiques, de la mécanique et de la construction électrique et comprise encore entre 50 et 60 % dans ceux de la chimie, des produits alimentaires et des produits minéraux.

La filière métallique est ainsi très largement contrôlée par les multinationales, exception faite des secteurs de *l'extraction minière et de la sidérurgie où prédominent les grandes entreprises publiques brésiliennes*. Les multinationales se situent en aval de la métallurgie de base mais, même à ce dernier niveau, de grandes firmes peuvent être identifiées comme Mannesmann dans la sidérurgie, Alcan dans la métallurgie des non-ferreux ou encore Saint-Gobain - Pont-à-Mousson dans la transformation des métaux.

Dans la mécanique et la construction électrique la pénétration étrangère est très forte, les multinationales contrôlent environ les trois quarts du chiffre d'affaires des entreprises retenues dans l'échantillon. On identifie ainsi dans la mécanique lourde, parmi les plus grandes entreprises opérant au Brésil, la General Electric, Brown Boveri, Creusot Loire et Voith. Dans le matériel de bureau, l'on relève entre autres la présence de Xérox et d'Olivetti. Dans le matériel électrique et l'électronique celle, parmi d'autres, de Siemens et de Pirelli. Dans le matériel de télécommunications, l'électro-ménager et l'électronique grand public, enfin, celle d'Ericsson, de Singer et de Philips.

Mais c'est surtout dans le secteur de *l'automobile*, l'un des plus dynamiques et des plus importants sous l'angle de ses effets d'entraînement, que le poids des multinationales est prédominant. Ainsi, sur les quatorze plus grandes entreprises recensées en 1972 dans le secteur du matériel de transport, onze étaient des filiales de multinationales, ces dernières concentrant ensemble 88,1 % du capital, 94,6 % du chiffre d'affaires et 97,2 % du personnel de ces quatorze entreprises. Cette pénétration est d'abord le fait de multinationales allemandes : Volkswagen et Daimler Benz. Les multinationales américaines se classent en deuxième position avec Ford et General Motors. D'autres firmes venues plus récemment sur le marché brésilien les suivent : Fiat, Toyota, Saab-Scania et Volvo.

La filière chimique au sens large est également fortement pénétrée par les multinationales. Comme dans le cas de la métallurgie, certains segments échappent en partie à l'emprise de ces firmes. Tel est le cas des segments les plus traditionnels, comme celui de la parfumerie et des savonneries, où prédominent les capitaux privés nationaux, ou de ceux caractérisés par la présence d'importantes entreprises publiques, comme

l'extraction et le raffinage du pétrole et, dans une moindre mesure, la pétrochimie. Le poids des multinationales est par contre prédominant dans la chimie de base et dans les secteurs du caoutchouc, des plastiques et de la pharmacie. L'on relève ainsi la présence, dans la chimie de base et la pétrochimie, de l'Union Carbide, de la Dow Chemical, de Bayer, de Basf, de Solvay et de Ciba Geigy parmi les toutes premières entreprises du secteur. En marge de la chimie proprement dite, les multinationales d'origine américaine détiennent d'importantes positions dans le secteur du caoutchouc (Goodyear, Firestone) et dans celui des hydrocarbures (Exxon, Texaco, Atlantic Richfield).

Hors des deux filières, métallique et chimique, la présence des multinationales est surtout sensible dans deux secteurs : celui des matériaux de construction et celui de l'agro-alimentaire. Dans le secteur des matériaux de construction on relève en particulier la présence du groupe français Saint-Gobain - Pont-à-Mousson. Dans celui des oléagineux celle du groupe suisse Nestlé. Le secteur du tabac est presque intégralement contrôlé par les multinationales, la British - American Tobacco détenant une position de quasi-monopole. En marge de l'agro-alimentaire, on relève la présence du groupe américain Anderson Clayton, qui opère au niveau de l'import-export.

Certaines multinationales, enfin, sont à cheval sur plusieurs secteurs. Tel est le cas de Pirelli, de Rhône Poulenc, de Johnson & Johnson et d'Unilever qui comptent parmi les plus grands conglomerats identifiables du Brésil.

Cependant, même dans les secteurs traditionnels de l'industrie brésilienne, où prédominent les entreprises privées à capitaux nationaux, la présence des multinationales s'avère importante. Ainsi, dans le textile et l'habillement, les multinationales contrôlaient respectivement, en 1972, 37,9 % et 49,7 % du marché des firmes retenues dans l'échantillon précité.

Cette présence des multinationales est surtout le fait d'entreprises à capitaux américains et européens. La pénétration japonaise, plus récente, revêt des caractéristiques différentes. Si l'on excepte le cas de la construction navale, où opère une importante firme japonaise (Ishikawajima-Harima Heavy Industries Co.), cette pénétration consiste essentiellement aujourd'hui en des opérations de dimension moyenne. Il n'est pas sans intérêt toutefois de noter que les grands conglomerats japonais ont procédé à de nombreux investissements au Brésil dans des secteurs aussi différents que la sidérurgie, la mécanique lourde, la pétrochimie, l'agro-alimentaire, l'immobilier, le commerce et la banque (Mitsui et Mitsubishi en particulier).

5 - Une Interpénétration croissante entre les capitaux étrangers et les capitaux nationaux

L'économie brésilienne se présente aujourd'hui comme un système fortement lié aux grands pôles économiques de l'hémisphère nord. Dans l'industrie, en particulier, les segments les plus dynamiques de l'appareil productif sont largement contrôlés par des firmes étrangères.

Le Brésil possède certes de grands conglomérats privés comme le groupe Votorantim ou le groupe Matarazzo. Son industrie privée détient de fortes positions dans la sidérurgie (Cia Siderurgia Belgo Mineira), la mécanique (groupe Villares, groupe Dedini, Ind. Romi), l'électro-ménager (Brastemp, Consul), la sous-traitance automobile (Braseixos, Metal Leve), la construction navale (Cia Com. e navegacao), la distribution des hydrocarbures (Ipiranga), l'habillement (Alpargatas) et l'agro-alimentaire (Copersucar, Olvebra, Sucocitrico Cutrale, Cia Refinadores Açúcar e cafe, Barreto de Araujo Prods. de Cacau, Cia Cervejaria Brahma). Mais dans l'ensemble, les capitaux privés nationaux prédominent surtout dans les secteurs traditionnels, où la concentration industrielle est généralement faible.

Hors de l'industrie, ces capitaux privés sont surtout présents dans l'agriculture, dans le bâtiment et les travaux publics (où opèrent de grands groupes privés) et, d'une façon générale, dans toutes les activités d'intermédiation au sens large (commerce, immobilier, banque, assurances).

Cette relative faiblesse du secteur privé brésilien est, il est vrai, compensée par l'existence d'un important secteur public. L'Etat est ainsi présent dans tous les secteurs de l'industrie peu rentables, à risque ou stratégiques : mines (Cia Vale do Rio Doce), pétrole (Petrobras), sidérurgie (Siderbras, Acesita), chimie (Petroquisa, Cia Nac. Alcalis, Aracruz Cellulose), et industries dites de pointe (Embraer, Cobra Computs Sistemas Brasileiros, Nuclebras). L'énergie (Electrobras), les transports (réseau ferroviaire, transports urbains, compagnies de navigation maritime et aérienne) et les postes et télécommunications (ECT, Embratel, Telebras), sont très largement administrés par lui. Il contrôle enfin de larges pans du système bancaire et, notamment, tous les circuits du long terme (Banque centrale, Banque du Brésil, Banque nationale de l'habitat, Caisse d'épargne fédérale, Banque nationale de développement économique et banques de développement régionales et locales).

La place acquise par les capitaux étrangers et la relative marginalisation des capitaux privés nationaux auraient pu constituer au Brésil un facteur de tensions si l'Etat n'était intervenu pour arbitrer les conflits,

se substituer à l'initiative privée là où elle s'avérait défaillante et orchestrer le développement du pays. Loin d'être combattus, les investissements étrangers ont été systématiquement sollicités et l'association entre les capitaux nationaux et étrangers délibérément encouragée. Il en est résulté une interpénétration croissante entre les capitaux étrangers et nationaux, interpénétration revêtant des aspects à la fois financiers, techniques et humains. Cette forte internationalisation de l'économie brésilienne caractérise aujourd'hui son appareil productif. Mais elle caractérise également ses circuits financiers, très largement alimentés par le système bancaire international.

6 - Un recours systématique aux financements externes

Le recours à l'endettement n'est pas au Brésil un fait fondamentalement nouveau. On peut même le considérer comme une pratique relativement ancienne, dont les origines remontent au XIX^e siècle, à une époque où la Grande-Bretagne finançait sous diverses formes l'économie du pays.

Ce qui est par contre relativement nouveau depuis 1964 ce sont les formes de cet endettement, son institutionnalisation et sa progression spectaculaire (3). En raison des insuffisances réelles ou supposées de l'épargne intérieure, le Brésil a systématiquement encouragé le recours aux financements externes et, tout particulièrement, l'endettement de ses agents économiques auprès du système bancaire international.

Deux textes sont aujourd'hui à la base de ces nouvelles formes d'endettement : la loi n° 4 131 (qui traite du régime général des capitaux étrangers) et la résolution n° 63 de la Banque centrale (qui définit les conditions dans lesquelles les établissements financiers peuvent emprunter des fonds sur les places étrangères pour les réinjecter dans les circuits internes). Les entreprises et les banques présentes au Brésil peuvent ainsi emprunter à l'extérieur les fonds nécessaires au développement de leurs activités, les financements étant concédés par le système bancaire international ou, dans une moindre mesure, par des entreprises extérieures au pays. Toutes ces opérations mettent en jeu des financements privés accordés à des entreprises publiques ou privées dans le système de la loi 4 131, et à des banques publiques ou privées dans celui de la résolution 63.

(3) Voir à ce sujet : « Brésil : quelles limites à l'endettement ? » (*La Lettre du CEPIL*, mai 1980).

Le décrochage entre les taux d'intérêt pratiqués sur le marché international et ceux plus élevés du marché brésilien a rendu particulièrement attractif le recours à ces catégories d'emprunts. L'accroissement continu des liquidités offertes par le marché international a par ailleurs fortement contribué au développement de ces formes d'endettement. La conjugaison de ces deux phénomènes explique la vive progression de cette catégorie d'engagements, qui représentait déjà 20 % de la dette extérieure du Brésil en 1967, atteignait 43 % du total de cette dette en 1970 et dépassait 56 % de ce total en 1972.

Depuis 1973, les contraintes du rééquilibrage extérieur ont fortement incité les autorités brésiennes à étendre le recours à ces catégories d'emprunts (chocs pétroliers). Les mesures prises antérieurement pour contenir la progression de ces financements dans des limites raisonnables pour l'équilibre du système monétaire ont été à différentes reprises rapportées. Les emprunts souscrits de la sorte auprès de banques ou d'entreprises étrangères au titre de la loi 4 131 et de la résolution 63 ont connu de ce fait une progression spectaculaire, au point de représenter en 1978 les deux tiers de l'endettement total du Brésil (67,8 %).

Aux fonds drainés sur la base de ces mécanismes sont venus s'ajouter depuis 1972 ceux prélevés sur les places financières étrangères sous la forme d'*emprunts obligataires lancés par le gouvernement brésilien*. Les principaux bénéficiaires de ces opérations ont été le Trésor, la Banque nationale de développement économique et les grandes entreprises publiques (Petrobras, Electrobras, etc.). Ces nouvelles formes d'emprunts ont sensiblement crû dans les années récentes, représentant déjà 5,5 % du total de la dette extérieure du Brésil en décembre 1978.

Les sources de financement classiques ont continué à jouer un rôle important au cours de ces années tout en représentant une part déclinante de l'endettement total du Brésil.

Il en a été ainsi des *prêts accordés par les organisations internationales* qui se sont sensiblement développés mais qui ne représentaient plus que 6,6 % du total de l'endettement du Brésil en décembre 1978 (Banque mondiale, Banque inter-américaine de développement et Société financière internationale).

Il en a été de même des *crédits fournisseurs et autres prêts assimilables* concédés au Brésil dont le volume a fortement augmenté mais qui ne correspondaient plus qu'à 18,3 % de l'endettement total du Brésil en décembre 1978 (Prêts « projets » de l'US-AID, prêts des banques d'import-export américaine, allemande et japonaise, prêts américains et

canadiens liés aux fournitures de blé et autres crédits fournisseurs de diverses origines).

Les prêts gouvernementaux, qui ont joué un rôle relativement important au début de la période considérée, ont par contre décliné, tant en valeur relative qu'en valeur absolue. Ainsi, les prêts « programmes » de l'US-AID et les emprunts compensatoires (américains essentiellement), à qui étaient imputables 18,6 % de la dette extérieure du Brésil en décembre 1970, ne représentaient plus en décembre 1978 que 1,4 % du total de cette dette.

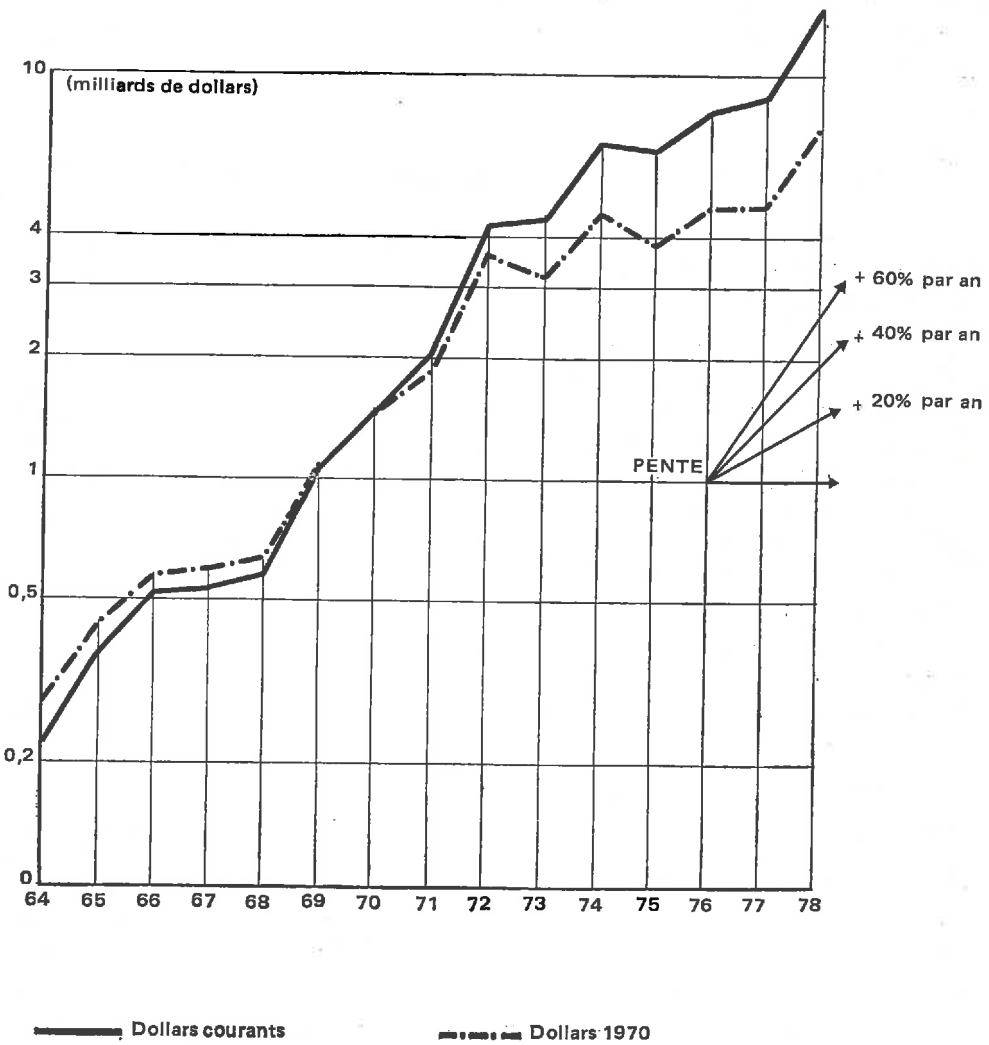
7 - Une très vive progression des entrées de capitaux

Cette politique de drainage systématique des capitaux internationaux et de recours croissant aux financements externes a permis au Brésil de mobiliser des ressources d'autant plus importantes qu'elles devenaient abondantes à l'étranger. Le développement continu des liquidités internationales a non seulement alimenté les circuits financiers du pays mais a permis d'accroître les réserves, surcompensant ainsi un déficit chronique de ses paiements courants.

Les emprunts et les financements sollicités par le Brésil ont ainsi très vivement progressé en valeur nominale au cours des quinze dernières années. Inférieurs au milliard de dollars jusqu'en 1968, ils ont atteint ce dernier niveau en 1969 et fortement augmenté après cette date, dépassant les quatre milliards de dollars avant le premier choc pétrolier (emprunts et financements à moyen et long terme). Depuis, leur montant n'a cessé pratiquement de s'amplifier, pour atteindre les quatorze milliards de dollars en 1978, mais on peut noter qu'en dollars constants, le rythme de progression s'était ralenti entre 1974 et 1977 avant le second choc pétrolier.

Les pays dont ces capitaux ont été originaires sont essentiellement les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale et le Japon, outre les Bahamas qui ne se distinguent qu'en raison de la présence sur leur territoire de diverses institutions financières étrangères. La place financière de Londres joue un rôle important dans le drainage des crédits financiers, autrement dit des fonds empruntés dans le cadre de la loi 4 131 et de la résolution 63. Les Etats-Unis, qui fournissent également une importante fraction de ces crédits, occupent une place prépondérante dans le système de financement des importations brésiliennes (prêts gouvernementaux et autres crédits fournisseurs). Quant au Japon et à l'Allemagne fédérale, ils ont été les principaux pays d'accueil pour les emprunts obli-

Graphique n° 3 : L'endettement du Brésil depuis 1964
 (emprunts et financements à moyen et long terme, année par année)



gataires brésiliens, outre leur rôle propre dans les deux grands circuits financiers sus-mentionnés (crédits financiers et crédits fournisseurs).

Les financements sollicités dans le cadre de la loi 4 131 et de la résolution 63 ont constitué, dans ce contexte, une fraction croissante du total des capitaux ainsi drainés vers le Brésil (11,3 milliards de dollars pour la seule année 1978, soit 80 % des emprunts et financements à moyen et long terme accordés au Brésil au cours de cette année-là). Le Brésil est ainsi devenu au cours de ces dernières années l'un des principaux bénéficiaires du recyclage des « pétro-dollars » mais aussi l'un des pays les plus endettés du monde.

8 - Un engagement croissant du système bancaire international

Cette politique de recours délibéré aux financements externes a eu pour principal résultat d'accroître très sensiblement le niveau d'endettement du pays.

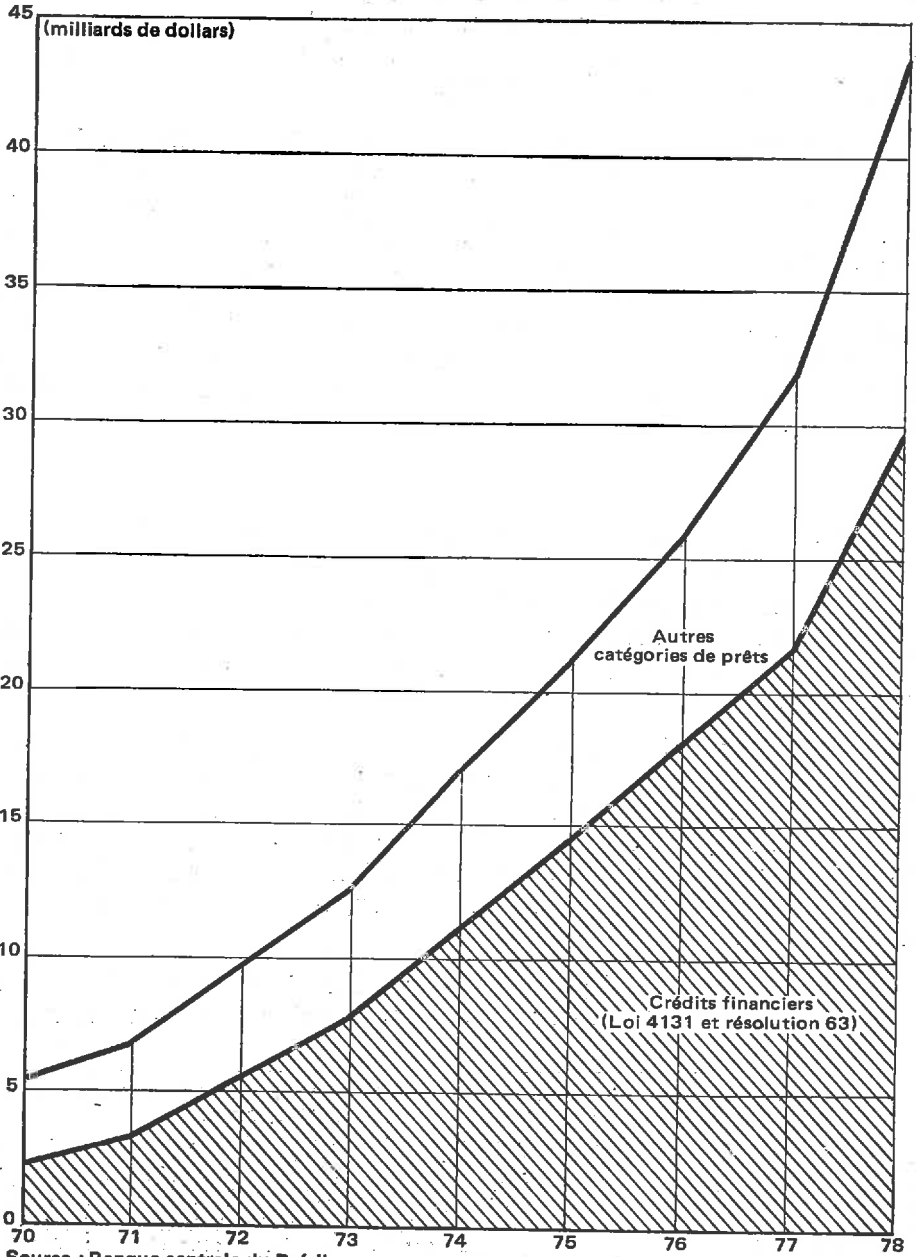
La dette extérieure du Brésil, qui était de 5,3 milliards de dollars en décembre 1970, a atteint un niveau de 43,5 milliards de dollars en décembre 1978 (soit presque le quart du PIB brésilien cette année-là). Le service de la dette, qui absorbait près d'un milliard de dollars en 1970, a englouti 8,5 milliards de dollars en 1978 (soit 67 % des recettes d'exportations du Brésil cette année-là). D'après les plus récentes estimations, la dette extérieure du Brésil dépasserait déjà les 50 milliards de dollars et le service de la dette pourrait absorber plus de 12 milliards de dollars en 1980.

Plus des deux tiers de la dette extérieure du Brésil sont aujourd'hui le fait de financements privés accordés par le système bancaire international ou des entreprises étrangères dans le cadre de la loi 4 131 et de la résolution 63.

Les opérations couvertes par la loi 4 131 — qui concerne les financements directement sollicités à l'extérieur par des entreprises présentes au Brésil — représentaient à elles seules 51,0 % du total de la dette extérieure du Brésil au 31 décembre 1978. Celles couvertes par la résolution 63 — qui intéressent les prêts sollicités à l'extérieur par des banques brésiliennes — représentaient quant à elles 16,7 % du montant total de cette dette à la même date.

Globalement, le secteur public au sens large est à lui seul responsable des deux tiers de la dette extérieure du Brésil (Trésor, institutions financières et grandes entreprises publiques). Plus de la moitié de l'en-

Graphique n° 4 : Dette extérieure du Brésil
 (au 31 décembre de l'année)



dettement de ce secteur est imputable aux opérations couvertes par la loi 4 131 et la résolution 63 (55,7 % en 1978). Le secteur privé n'est quant à lui responsable que du tiers de l'endettement total du Brésil (banques et entreprises privées, nationales ou étrangères); mais les neuf dixièmes de cette dette privée sont imputables aux seules opérations de la loi 4 131 et de la résolution 63 (88,7 % en 1978).

La contrepartie directe de ce processus d'endettement a été l'engagement croissant du système bancaire international, directement impliqué aujourd'hui dans le financement de l'activité économique et des déficits courants du Brésil. Ainsi, le montant total des engagements brésiliens vis-à-vis du système bancaire international — entendons par là les banques américaines, européennes et japonaises, et certains établissements « off-shore » américains — s'élevait en septembre 1979 à près de 35 milliards de dollars. Le Brésil finance ainsi son déficit des opérations courantes d'une manière caractéristique, propre aux Nouveaux pays industrialisés (4).

9 - Un rôle ambigu dans les circuits financiers brésiliens

La forte progression des financements externes et les caractéristiques actuelles de l'endettement du Brésil montrent que les capitaux internationaux jouent aujourd'hui un rôle clé dans les circuits financiers de ce pays.

Rapportés à la formation brute de capital fixe, les emprunts et financements à moyen et long terme obtenus se sont situés ces dernières années dans une fourchette comprise entre le quart et le tiers de la FBCF (33,3 % en 1978). Il convient toutefois de noter que les ressources de la sorte absorbées n'ont pas seulement servi à financer des investissements fixes mais aussi, dans une large proportion, le fonds de roulement des entreprises (5).

Ces capitaux n'ont pas seulement été sollicités aux seules fins de poursuivre le financement des activités économiques intérieures, malgré

(4) Berthelemy, Besnalnou, Brender, Ewencyk : « Vers des limites financières à la croissance », *Economie Propective Internationale* n° 3, juillet 1980, p. 65.

(5) En outre, certains auteurs mettent en doute l'idée selon laquelle le recours aux financements externes serait au Brésil justifié par les insuffisances de l'épargne intérieure. Il semblerait en particulier que ces capitaux additionnels aient purement et simplement permis qu'une importante fraction du revenu national soit affectée à la consommation privée et une partie de l'épargne domestique à des emplois non directement productifs. Voir à ce sujet : Carlos Von Doellinger et alii, « A política brasileira de comércio exterior et seus efeitos : 1967/1973 » (*Relatorios de pesquisa* n° 22, IPEA/INPES, Rio de Janeiro, 1974).

l'alourdissement de la facture pétrolière, mais aussi, ces dernières années, pour pallier les conséquences mêmes de cette politique d'endettement (intérêts et principal de la dette).

Mais quel que soit le rôle réellement joué par ces capitaux dans les circuits financiers internes, force est de reconnaître qu'ils constituent aujourd'hui une composante importante du système en place. Les zones dont ils sont originaires (Etats-Unis, Europe et Japon) comme les secteurs qui les absorbent (industrie essentiellement) *reproduisent dans un domaine voisin le système de dépendance décrit plus haut à propos du capital étranger et de sa place dans l'industrie brésilienne*. Ces rapports de dépendance se retrouvent également dans le domaine des échanges extérieurs du Brésil, sous des formes il est vrai différentes et appelées sans doute à évoluer significativement dans les années à venir.

II - Les chocs pétroliers et la nouvelle stratégie commerciale

L'articulation de l'économie brésilienne avec les grands pôles économiques du « nord » présente, sous l'angle des échanges, des caractéristiques marquées qui peuvent être analysées par pays et par produits avec la banque de données CHELEM du CEPIL. Les pays du « nord » fournissent au Brésil l'essentiel des équipements et des produits de base qu'il importe (excepté le pétrole) et absorbent en retour la majeure partie de ses exportations (produits agro-alimentaires pour une très large part).

Ce système va sans doute connaître de sensibles altérations. Par suite du relèvement des prix du pétrole et face aux contraintes du rééquilibrage extérieur, le Brésil cherchera de plus en plus à contenir la progression de ses importations grâce à de nouvelles substitutions et à accroître le volume de ses exportations grâce à la conquête de nouveaux marchés. Il n'est pas exclu en outre que de nouveaux chocs pétroliers contraignent le Brésil à réduire sa croissance, ce qui pourrait avoir des conséquences profondes sur ses rapports avec le « nord ».

1 - Un gros importateur de produits de base et de biens d'équipement

Depuis la dernière guerre mondiale et *jusqu'à la crise de 63-64, le processus d'industrialisation du Brésil a été mû pour l'essentiel par la*

substitution d'importations. Cette politique délibérée a permis non seulement à l'économie brésilienne de croître très vigoureusement au cours de cette période mais s'est traduite aussi par une diminution substantielle des coefficients d'importation pour de nombreux produits industriels. Cette baisse des coefficients d'importation n'a cependant pas affecté de façon identique les différentes catégories de produits, les substitutions portant principalement sur les biens de consommation et accessoirement seulement sur les biens d'équipement et les biens intermédiaires. Ainsi, en 1970, le coefficient d'importation n'était plus globalement que de 1,8 % pour les biens de consommation (part des importations dans le total des produits agricoles et industriels consommés par les ménages), tandis qu'il s'élevait encore à 7,7 % pour les biens intermédiaires (part des importations dans le total des produits agricoles et industriels affectés à la consommation intermédiaire) et surtout à 28,5 % pour les biens d'équipement (part des importations dans le total de la FBCF en biens d'équipement) (6).

Cet inégal développement des substitutions explique à la fois la faiblesse de certains postes d'importation et la forte dépendance de l'économie brésilienne au niveau de certains autres.

Les importations de biens de consommation sont pour ainsi dire négligeables, le marché de ces biens étant encore aujourd'hui fortement protégé et presque totalement contrôlé par l'industrie domestique. Tel est le cas des biens de consommation traditionnels (produits du textile et de l'habillement, produits des industries du cuir, produits des industries du bois et, d'une façon générale, produits des industries agro-alimentaires). Tel est le cas également des biens de consommation durables (produits de l'électronique grand public, appareils électro-ménagers et véhicules automobiles en particulier).

Les matières premières et les biens intermédiaires pèsent par contre lourdement dans les importations brésiennes, que ce soit en raison de la pauvreté relative du pays en certaines richesses minérales (cuivre et, surtout, pétrole), des insuffisances de la production nationale (céréales) ou du sous-développement relatif de certaines filières (pétrochimie notamment).

Dans le domaine des céréales, le Brésil continue à dépendre fortement des importations de blé (5,1 % du total des importations en 1978). Les importations de produits sidérurgiques ont sensiblement décliné en valeur relative, et légèrement en valeur absolue, grâce au développement

(6) Calculé à partir du tableau d'échanges inter-sectoriels du Brésil pour l'année 1970.
Source : IBGE (Institut brésilien de géographie et de statistiques).

de la production nationale (3,5% du total des importations en 1978 contre 8,0% en 1973), mais il n'en a pas été de même des importations de *métaux non ferreux*, qui ont continué à progresser (3,2% du total des importations en 1978). Les importations de produits chimiques et para-chimiques représentent encore une importante fraction du total des importations du Brésil : produits chimiques organiques (5,3% en 1978), engrais (2,3%), produits chimiques non organiques (2,2%), matières plastiques (1,5%), caoutchouc (1,0%) et pâtes, papiers, cartons (1,0%).

TABLEAU 1 - La structure des importations brésiliennes par principaux groupes de produits

Groupes de produits	Valeur Fob en millions de dollars courants			Pourcentage		
	1967	1973	1978	1967	1973	1978
Machines et appareils mécanique	235,4	1 232,1	1 982,2	16,3	19,9	14,5
Machines et appareils électriques	84,1	475,9	910,4	5,8	7,7	6,7
Matériel de transport	116,2	434,3	659,8	8,0	7,0	4,8
Combustibles et lubrifiants	178,0	769,4	4 482,5	12,3	12,4	32,7
Engrais	31,3	138,4	308,9	2,2	2,2	2,3
Produits chimiques organiques .	80,6	340,5	726,4	5,6	5,5	5,3
Céréales	161,0	349,8	701,8	11,2	5,6	5,1
Fonte et acier	79,3	493,3	476,0	5,5	8,0	3,5
Cuivre	42,6	164,2	217,4	3,0	2,7	1,6
Aluminium	15,8	50,8	120,8	1,1	0,8	0,9
Autres non-ferreux	17,3	72,7	96,4	1,2	1,2	0,7
Produits chimiques non organiques	27,8	98,9	299,9	1,9	1,6	2,2
Matières plastiques	14,7	95,6	202,2	1,0	1,5	1,5
Caoutchouc	11,1	63,1	138,9	0,8	1,0	1,0
Papier-carton	22,0	82,0	135,2	1,5	1,3	1,0
Appareils et instruments d'optique	30,1	185,2	346,1	2,1	3,0	2,5
Autres produits	293,1	1 145,1	1 877,2	20,3	18,5	13,7
TOTAL	1 441,3	6 192,2	13 683,1	100,0	100,0	100,0

Source : Banque centrale du Brésil.

Mais c'est surtout dans le domaine du *pétrole* que l'économie brésilienne s'avère être aujourd'hui fortement dépendante de l'extérieur. Par suite du rapide développement de la consommation intérieure et des

relèvements répétés des prix du pétrole, le poste des combustibles et lubrifiants est devenu de loin le plus lourd de tous les postes d'importation : 32,7 % du total des importations en 1978 (contre 12,4 % de ce total en 1973).

Les biens d'équipement, enfin, forment à côté des matières premières et des biens intermédiaires, le deuxième grand volet d'importations du Brésil. Les formes prises par la substitution d'importations et le peu d'attention apportée dans le passé au développement de la production domestique expliquent que les importations de biens d'équipement aient fortement crû lors du dernier cycle d'expansion brésilien, au point de représenter 41 % du total des importations du Brésil en 1972.

Les machines et appareils mécaniques viennent largement en tête dans cette catégorie de biens, ne représentant cependant plus que 14,5 % du total des importations brésiliennes en 1978 contre 19,9 % en 1973 (moteurs, turbines, pompes, machines-outils, machines spécialisées pour industries particulières et produits de la mécanique générale essentielle-ment). Les machines et les appareils électriques les suivent avec 6,7 % du total des importations du Brésil en 1978 (contre 7,7 % en 1973). Le matériel de transport constitue enfin le troisième poste d'importations dans la catégorie des biens d'équipements, avec 4,8 % du total des importations brésiliennes en 1978 (contre 7,0 % en 1973).

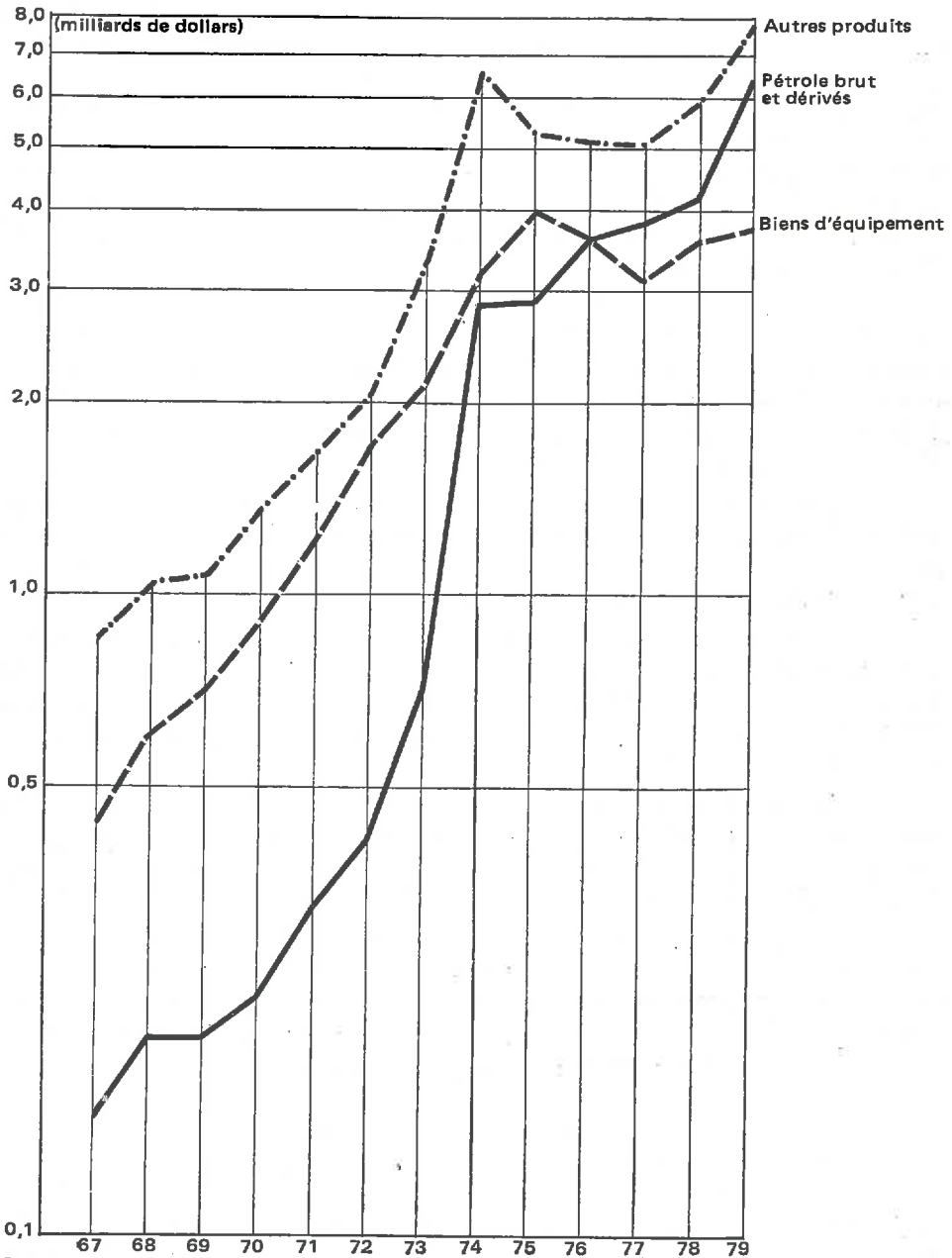
2 - Une capacité d'importation affectée par les prélèvements pétroliers

Le recul souligné plus haut de la plupart des postes d'importation — hors combustibles et lubrifiants — traduit non seulement un effet de structure mais aussi un réel tassement des importations brésiliennes.

Ainsi, si la part des biens d'équipement dans le total des importations brésiliennes a décliné fortement entre 1973 et 1978, pour atteindre cette dernière année un taux de 26,0 %, ce recul n'a pas été seulement dû à l'alourdissement considérable des importations pétrolières mais également à une sensible décélération des importations de biens d'équipement. Après avoir atteint sur leur lancée un niveau de 4 milliards de dollars en 1975, ces dernières ont en effet nettement régressé en 1976 et 1977 pour amorcer ensuite une légère reprise sans retrouver encore en 1979 le niveau atteint en 1975.

Une évolution analogue est également observable dans le domaine des matières premières et des biens intermédiaires (pétrole exclu) : forte progression des importations jusqu'en 1974, sensible recul au cours

Graphique n° 5 : Evolution des importations brésiliennes.
(valeur FOB)



Source: Banque centrale du Brésil

des trois années suivantes mais à la différence des biens d'équipement, forte reprise après 1977.

Les importations brésiliennes, qui avaient pratiquement doublé entre 1973 et 1974, ont pu de la sorte être plafonnées entre 1974 et 1977 à un niveau voisin des 12 milliards de dollars. Ce plafonnement n'a pu cependant être acquis que grâce aux mesures de contrôle mises en œuvre par le gouvernement brésilien qui ont permis de résorber entre 1974 et 1977 le déficit du commerce extérieur qui était, en 1974, de 4,7 milliards de dollars. Depuis 1977, le déficit s'est à nouveau creusé, notamment en 1979, par suite du nouveau relèvement des prix du pétrole (2,7 milliards de déficit commercial).

Chaque choc pétrolier se traduit ainsi au Brésil par d'importants déficits commerciaux et par une capacité d'importation d'autant plus réduite que la consommation d'hydrocarbures continue à progresser à l'intérieur du pays. Ainsi, les importations de pétrole qui n'absorbaient que 11,3 % des recettes d'exportation du Brésil en 1971 ont mobilisé en 1979 42,0 % du total de ces recettes.

Pour faire face au relèvement continu des prix du pétrole et au déficit chronique de sa balance commerciale, *le Brésil a récemment relancé la substitution d'importations*, cherchant par ce biais à réduire sensiblement le poids de certaines importations.

D'importants programmes ont été ainsi lancés ou accélérés à l'occasion du II^e Plan (1975-1979) en vue de renforcer les industries de biens intermédiaires et de réduire corrélativement l'importation de certains produits de base (sidérurgie, pétrochimie, engrais, papier-cellulose et non-ferreux notamment).

Diverses mesures ont été prises parallèlement pour renforcer l'industrie nationale des biens d'équipement, le dispositif d'aide à ce secteur reposant essentiellement sur la Banque nationale de développement économique (BNDE) et ses filiales spécialisées (FINAME et EMBRAMEC).

D'ambitieux programmes ont été enfin dégagés dans le domaine de l'énergie en vue de réduire la dépendance pétrolière du Brésil et de développer les énergies de substitution (programme hydroélectrique, programme nucléaire, programme pétrolier, programme de l'alcool, etc.).

3 - Des incidences probablement durables sur les importations en provenance du « nord »

Qu'elle consiste en des mesures de dissuasion, comme cela a été le cas au lendemain du premier choc pétrolier, ou en la mise en œuvre

de programmes de substitution, comme cela le sera dans les prochaines années, la politique de freinage des importations mise en œuvre par le gouvernement brésilien aura sans doute des conséquences durables sur les échanges avec le « nord ».

Les livraisons du « nord » revêtent encore aujourd'hui un caractère stratégique pour le Brésil, une large partie de son appareil productif étant toujours tributaire de ces importations. Le Brésil importe ainsi du « nord » les équipements et les produits de base indispensables au fonctionnement de son économie, ces importations provenant essentiellement des Etats-Unis (21,1 % du total des importations en 1978), du Japon (9,1 %) et de l'Allemagne fédérale (8,2 %) ainsi que de quelques autres partenaires de moindre importance comme la France (3,1 %), la Grande-Bretagne (2,6 %) ou l'Italie (2,2 %).

Les *Etats-Unis* occupent de loin la première place parmi les fournisseurs du Brésil, notamment pour les céréales (67,3 % des importations brésiliennes en 1978) et les produits chimiques au sens large : engrais et produits chimiques pour l'agriculture (61,5 % des importations brésiliennes en 1978), produits de la chimie organique de base (37,9 %), plastiques, fibres et résines (37,3 %), dérivés du pétrole (36,3 %) et produits de la chimie minérale de base (29,4 %). Ils occupent également une place de premier ordre pour certains produits de la filière métallique : appareils de manutention et d'extraction (52,0 % des importations brésiliennes en 1978), machines de bureau et matériel informatique (41,7 %), appareils et instruments de mesure (32,5 %), produits de la mécanique générale (31,6 %), appareils et fournitures électriques (29,0 %) et moteurs, turbines, pompes et machines assimilées (27,8 %).

TABLEAU 2 - Part des Etats-Unis, du Japon et de l'Allemagne fédérale dans les principales importations brésiliennes de produits de la filière chimique (en % des importations CAF de l'année 1978)

Produits	Pays			
	Etats-Unis	Japon	Allemagne fédérale	Autres pays
Engrais et produits pour l'agriculture	61,5	0,6	11,4	26,5
Produits de la chimie organique	37,9	3,8	15,1	43,2
Plastiques, fibres et résines	37,3	9,7	17,8	35,2
Produits de la chimie minérale	29,4	2,5	11,4	56,7

Source : CHELEM-CEPII.

Le Japon occupait en 1978 la deuxième place parmi les fournisseurs du Brésil, devançant cette année-là l'Allemagne fédérale. Les importations brésiliennes en provenance du Japon sont très largement concentrées sur les produits de la filière métallique : navires et bateaux (84,2 % des importations brésiliennes en 1978), gros matériel électrique (33,6 %), produits sidérurgiques (31,1 %), composants électroniques (30,5 %), machines-outils (29,9 %), appareils et fournitures électriques (21,9 %), moteurs, turbines, pompes et machines assimilées (20,4 %), machines de bureau et matériel informatique (19,2 %), produits de la mécanique générale (17,1 %), appareils de manutention et d'extraction (15,8 %) et machines spécialisées pour industries particulières (12,2 %).

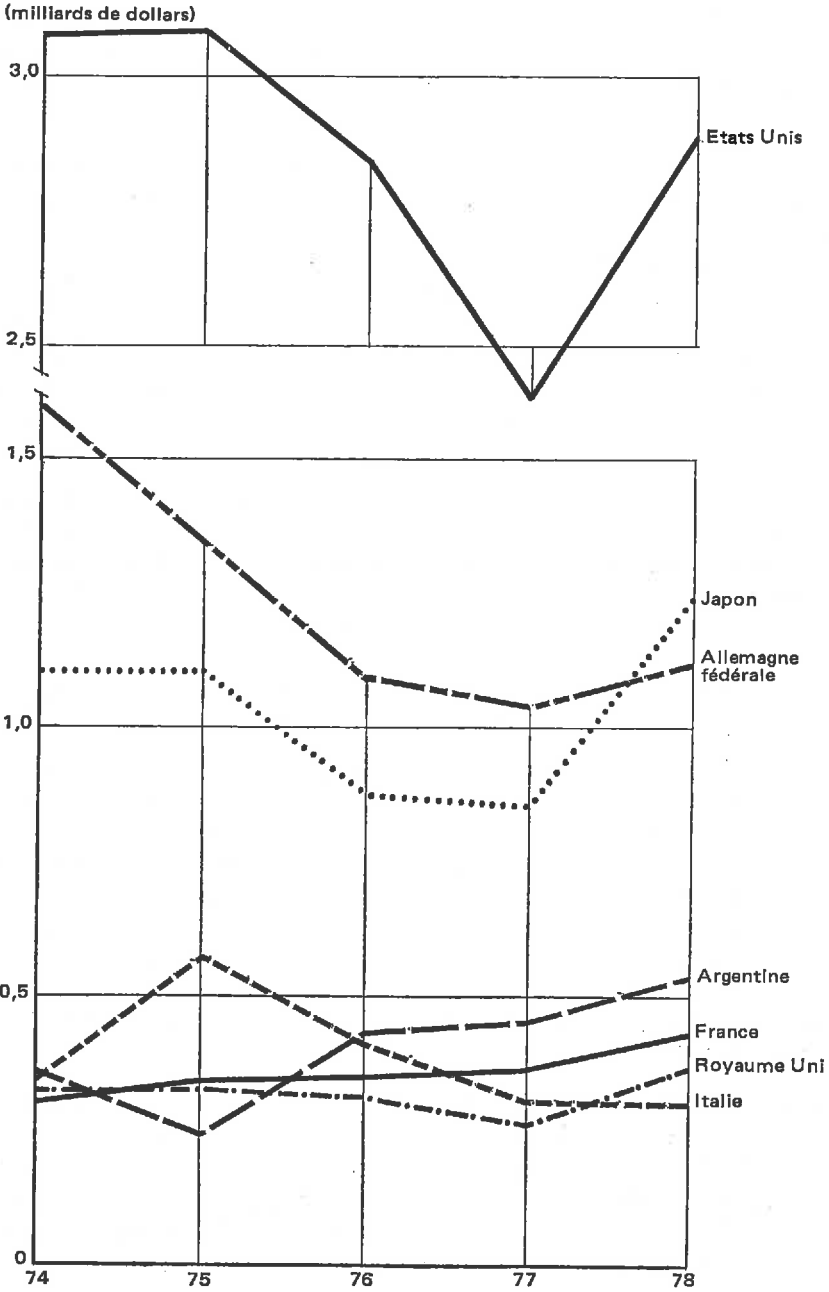
TABLEAU 3 - Part des Etats-Unis, du Japon et de l'Allemagne fédérale dans les principales importations brésiliennes de produits de la filière métallique (en % des importations CAF pour l'année 1978)

Produits	Pays			
	Etats-Unis	Japon	Allemagne fédérale	Autres pays
Appareils de manutention	52,0	15,8	19,1	13,1
Machines de bureau, informatique	41,7	19,2	1,4	37,7
Appareils et instruments de mesure	32,5	13,9	22,7	30,9
Produits de la mécanique générale	31,6	17,1	23,0	28,3
Composants électroniques	30,4	30,5	7,8	31,3
Appareils et fournitures électroniques	29,0	21,9	12,2	36,9
Moteurs, turbines, pompes	27,8	20,4	17,2	34,6
Machines spécialisées	21,7	12,2	26,5	39,6
Gros matériel électrique	16,6	33,6	8,9	40,9
Machines-outils	12,6	29,9	28,6	28,9
Produits sidérurgiques	9,6	31,1	14,3	45,0
Navires et bateaux	3,5	84,2	0,1	12,2

Source : CHELEM-CEPII.

L'Allemagne fédérale, qui était en 1978 devancée par le Japon, exporte comme les Etats-Unis des produits de la filière métallique et de la filière chimique. Le Brésil achète à l'Allemagne fédérale une bonne part des machines-outils (28,6 % des importations brésiliennes en 1978), des machines spécialisées pour industries particulières (26,5 %), des produits de la mécanique générale (23,0 %), des appareils et instruments de mesure et de précision (22,7 %), des appareils de manutention et d'extraction (19,1 %), des moteurs, turbines, pompes et machines assi-

Graphique n° 6 : Evolution des importations brésiliennes selon le pays d'origine



milées (17,2 %) et des produits sidérurgiques (14,3 %) qu'il importe. Les importations de produits chimiques en provenance d'Allemagne fédérale sont plus modestes mais néanmoins conséquentes, ce pays étant le deuxième fournisseur du Brésil après les Etats-Unis pour les plastiques, fibres et résines (17,8 % des importations brésiliennes en 1978), les produits de la chimie organique de base (15,1 %) et les engrais et produits chimiques pour l'agriculture (11,4 %).

A côté de ces trois pays les autres fournisseurs du « nord » n'occupent sur le marché brésilien qu'une place de second ordre. Les plus importants d'entre eux — la France, le Royaume-Uni et l'Italie — détiennent une part généralement modeste des marchés sur lesquels ils sont présents (produits sidérurgiques, biens d'équipement et produits chimiques). *La France*, en particulier, ne se distingue sur le marché brésilien que pour les produits sidérurgiques (12,4 % des importations brésiliennes en 1978) et les produits de la construction électrique (17,2 % du gros matériel électrique et 10,9 % des appareils et fournitures électriques importés en 1978).

Là encore, les courants d'échange reflètent assez fidèlement le degré de pénétration de l'économie brésilienne par les capitaux étrangers, *le volume des importations étant assez étroitement corrélé au volume des investissements étrangers réalisés dans le passé* par les différents pays en cause. L'on constate ainsi, sur la période 1968-1973, une forte poussée des exportations allemandes vers le Brésil (+ 32,3 % par an en moyenne) et surtout japonaises (+ 48,9 %), les exportations américaines ne progressant qu'à un rythme relativement modéré (+ 23,6 %).

Les incidences du premier choc pétrolier sur les exportations du « nord » ont surtout été sensibles pour les trois principaux fournisseurs du Brésil. Les mesures de dissuasion mises en œuvre par le gouvernement brésilien ont simultanément frappé les exportations américaines, allemandes et japonaises, qui ont baissé jusqu'en 1977 et ne se sont redressées qu'en 1978. Les exportations des principaux autres fournisseurs du Brésil semblent avoir été moins affectées, à l'exception de celles de l'Italie qui présentent une courbe d'évolution particulière. Les exportations françaises vers le Brésil, notamment, ont même progressé régulièrement depuis 1974.

Les incidences du second choc pétrolier sur les exportations du « nord » seront sans doute analogues, la capacité d'importation du Brésil ayant été à nouveau sérieusement amputée par les nouvelles hausses pétrolières. Mais à plus long terme, il faut s'attendre en outre à ce que certains marchés d'exportation se rétrécissent pour les pays du « nord » par suite du développement des substitutions d'importations.

Les programmes engagés auront certes des incidences positives sur les exportations du « nord » (programme d'équipement hydro-électrique, programme d'équipement nucléaire, etc.), mais ils auront aussi des retombées négatives. Dans le secteur de la *sidérurgie*, les investissements engagés ont d'ores et déjà permis au Brésil de réduire substantiellement le poids de ses importations. La mise en service des nouveaux pôles *pétrochimiques* se traduira vraisemblablement pour le Brésil par d'importantes économies de devises dans les années qui viennent. Les substitutions seront sans doute plus difficiles et plus longues à être réalisées dans le domaine des biens d'équipement, domaine où le Brésil reste encore fortement dépendant de l'extérieur. Possédant déjà une filière métallique relativement bien structurée mais ne disposant pas semble-t-il encore d'une maîtrise technologique suffisante, il lui faudra probablement de nombreuses années avant qu'il puisse réduire sensiblement sa dépendance dans ce domaine.

4 - L'émergence des nouveaux liens d'interdépendance avec le « sud »

La problématique des rapports avec le « nord » a toujours été, jusqu'à ces dernières années, prédominante au Brésil. Ce sont les pays du « nord » qui ont très largement fourni jusqu'ici les capitaux qui ont contribué à l'essor de l'économie brésilienne. Ce sont ces mêmes pays qui ont toujours approvisionné le marché brésilien, que ce soit en biens de consommation dans le passé ou en biens intermédiaires et d'équipement plus récemment. Ce sont ces mêmes pays qui absorbent encore aujourd'hui les trois quarts environ des exportations brésiennes.

La crise du pétrole a cependant fait naître au Brésil une nouvelle problématique des rapports avec le « sud », conforme à la vocation de ce pays mais jusque-là virtuelle. Contraint d'acheter à l'extérieur la majeure partie de son pétrole (85,0 % du pétrole consommé en 1978), et à des prix sans cesse croissants depuis 1973, le Brésil cherche aujourd'hui non seulement à réduire le poids de ses importations mais aussi à accroître sensiblement le volume de ses exportations, visant tout spécialement à cet effet les marchés du « sud ».

Du fait du pétrole, les rapports avec le « sud » revêtent désormais pour le Brésil un caractère stratégique, déterminant dans une large mesure le cours pris par sa diplomatie et sa politique d'expansion commerciale.

Abstraction faite du pétrole, les échanges avec le « sud » ne représentent encore à ce jour qu'une fraction relativement faible du commerce

extérieur du Brésil. Ainsi, si l'on exclut le Moyen-Orient qui n'exporte pratiquement vers le Brésil que des produits pétroliers, on constate que les importations en provenance du « sud » — entendons par là les pays de l'hémisphère sud et les non-industrialisés de l'hémisphère nord — ne dépassaient pas, en 1978, 15 % du total des importations du Brésil. Encore convient-il de préciser que ces importations provenaient essentiellement d'Amérique Latine (10,4 % des importations brésiliennes en 1978) et de l'Afrique (3,5 %), l'Asie et le Pacifique ne représentant sans le Japon qu'une très faible fraction du total des importations du Brésil (0,8 %).

Le Moyen-Orient fournit aujourd'hui au Brésil les neuf dixièmes du pétrole qu'il importe (89,2 % en 1978), le reste provenant essentiellement d'Afrique Noire (4,7 %), d'Afrique du Nord (3,2 %) et d'Amérique Latine (2,5 %). Par suite du développement des besoins brésiliens et des hausses décidées par les producteurs de pétrole, les importations en provenance du Moyen-Orient n'ont cessé de s'alourdir dans le courant des années soixante-dix, représentant à elles seules 26,8 % du total des importations brésiliennes en 1978. Les principaux partenaires du Brésil dans cette zone sont aujourd'hui l'Arabie Saoudite (10,0 % des importations brésiliennes en 1978), l'Irak (8,8 %), l'Iran (3,8 %) et le Koweït (3,5 %).

TABLEAU 4 - Les importations de pétrole brut en 1978

Zones	Millions de dollars CAF	%
Moyen-Orient OPEP (Irak, Arabie Saoudite, Emirats, Iran)	3 983,3	89,3
Afrique Noire OPEP (Nigeria, Gabon)	160,7	3,6
Afrique du Nord OPEP (Algérie, Lybie)	146,3	3,3
Amérique OPEP (Venezuela, Equateur)	114,4	2,6
Afrique Noire non OPEP	51,3	1,1
Chine populaire	4,5	0,1
TOTAL	4 460,5	100,0

Source : CHELEM-CEPII.

Les importations en provenance d'Afrique ne concernent qu'un petit nombre de partenaires commerciaux : Afrique du Sud (0,7 % du total des importations du Brésil en 1978), Libye (0,6 %), Nigeria (0,5 %) et Algérie (0,4 %) essentiellement. Excepté l'Afrique du Sud, elles intéressent essentiellement le pétrole.

Seules les importations en provenance d'Amérique Latine présentaient un degré de diversification élevé (produits agricoles, produits métallurgiques, produits de la construction mécanique, produits de la construction électrique et électronique et produits chimiques pour l'essentiel). Ces importations ne jouent toutefois qu'un rôle d'appoint par rapport aux importations en provenance du « nord », hormis quelques exceptions notables : produits agricoles destinés à l'alimentation autres que les céréales (77,0 % des importations brésiliennes en 1978), métaux non-ferreux (57,3 %), produits dérivés du pétrole (32,0 %), pâtes, papiers, cartons (19,8 %), machines de bureau et matériel informatique (16,6 %), produits de la chimie minérale de base (14,7 %) et composants électroniques (13,3 %). *L'Argentine est de loin le principal partenaire du Brésil dans cette zone* (4,0 % du total des importations du Brésil en 1978), suivie par le Chili (2,0 %), le Mexique (1,4 %), l'Uruguay (1,0 %) et le Venezuela (0,9 %).

L'importance nouvellement prise par les pays du « sud », explique que le Brésil prête aujourd'hui une attention croissante à cette zone. Cherchant à diversifier ses approvisionnements en pétrole et à compenser ses achats par un volume accru d'exportations, ce pays a entrepris, depuis quelques années une offensive commerciale particulièrement vigoureuse, visant tout spécialement les pays producteurs de pétrole.

Cette offensive vers le « sud » n'aurait pas été concevable si le Brésil n'abritait aujourd'hui un puissant appareil industriel et s'il n'avait entrepris depuis 1964 d'importants efforts pour promouvoir ses exportations et diversifier leur contenu.

5 - Une diversification croissante des exportations brésiliennes

Les exportations ont toujours tenu une place importante dans l'histoire du Brésil, une grande part de l'activité économique du pays ayant été pendant longtemps presque exclusivement tournée vers l'extérieur. Jusqu'à la crise de 1930 et l'effondrement consécutif de l'économie caféière, les ventes de quelques grands produits de base ont fourni l'essentiel des recettes d'exportations du Brésil tout en constituant l'une des principales sources de revenus du pays. Après 1930 et jusqu'à la fin des années soixante, les exportations de produits primaires ont conservé leur importance sous l'angle des échanges extérieurs tout en perdant sous celui de la croissance. Par suite du développement de la substitution d'importations, le marché intérieur et l'industrie sont devenus au cours de cette période les éléments centraux d'un processus de croissance essentiellement centré sur l'économie brésilienne.

Les raisons qui, après 1964, ont conduit les autorités brésiliennes à définir une véritable stratégie d'expansion commerciale sont à la fois générales et spécifiques. Il semble, d'une façon générale, qu'il y ait eu volonté délibérée du nouveau régime d'ouvrir l'économie brésilienne sur l'extérieur et d'insérer davantage le Brésil dans le circuit des économies occidentales. Il semble, en outre, que la promotion des exportations ait été perçue à l'époque comme un moyen de relancer l'activité économique après la crise de 63-64, l'appareil industriel tournant très au-dessous de ses capacités de production. Parmi les raisons explicites, enfin, nous noterons surtout la nécessité d'augmenter les recettes d'exportation pour accroître les capacités d'importation et d'endettement du pays et permettre ainsi la poursuite d'une forte expansion.

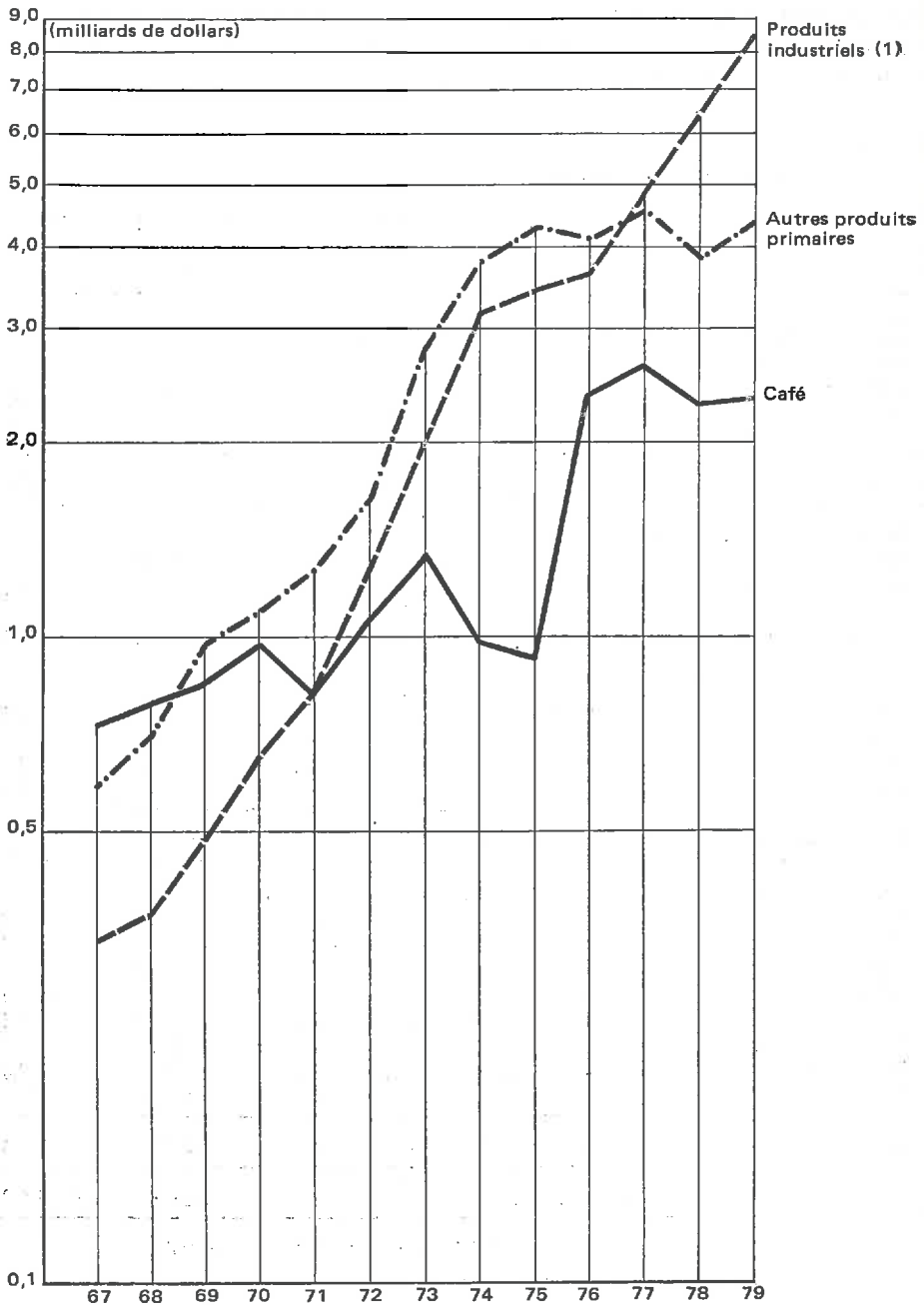
La promotion des exportations figure ainsi, depuis 1964, comme un axe important de la stratégie économique du régime en place. Diverses mesures ont été adoptées à cette fin dont, notamment, la simplification des procédures d'exportation, l'élimination des taxes qui frappaient auparavant les exportations et l'octroi d'importantes subventions sous la forme de crédits d'impôts et d'exonérations fiscales. Depuis août 1968, enfin, le cruzeiro a été légèrement mais régulièrement dévalué, ces « mini dévaluations » constituant un des éléments centraux du dispositif brésilien d'aide aux exportations.

Les premiers résultats de cette nouvelle stratégie d'exportation ont été très encourageants. Entre 1968 et 1973, les exportations brésiliennes ont crû à un rythme de 24,6 % par an en dollars, atteignant même en 1973 un taux de progression de 55,3 %. Mais c'est surtout au niveau des produits industriels, traditionnellement faibles dans les échanges extérieurs du Brésil, que les résultats les plus significatifs ont été obtenus. Au cours de cette même période, les exportations de produits industriels ont ainsi crû de + 34,5 % par an en moyenne. Ainsi, le groupe des produits industriels, qui ne représentait que le cinquième des exportations brésiliennes en 1967 (20,5 %), atteignait déjà en 1973 un taux de participation voisin du tiers de leur total (32,4 %).

Depuis le premier choc pétrolier, ce qui n'était encore qu'un objectif stratégique est devenu un impératif catégorique, le Brésil devant à tout prix accroître le volume de ses exportations pour préserver ses capacités d'importation et d'endettement et, à travers elles, ses possibilités de croissance.

Après 1973, cependant, les exportations brésiliennes ont progressé plus difficilement. Entre 1974 et 1978, celles-ci n'ont crû qu'à un rythme moyen de + 15,3 % par an. Ces résultats ont été, il est vrai, influencés par le comportement des exportations agricoles. Ainsi, depuis 1976, ces

Graphique n° 7 : Evolution des exportations Brésiliennes
(valeur FOB)



dernières marquent le pas, que ce soit en raison de difficultés climatiques ou de l'affaissement des cours de certains produits sur le marché international (cas du sucre en particulier). Les exportations de produits industriels ont par contre continué à progresser de façon spectaculaire, après avoir marqué une pause en 1974 et 1975.

TABLEAU 5 - Structure des exportations brésiliennes en 1978

Produits	Millions de \$ (FOB)	%
Café en grains ou soluble	2 294,7	18,1
Sucre brut, cristallisé ou raffiné	350,1	2,8
Cacao en grains	453,8	3,6
Minerai de fer	1 027,7	8,1
Autres produits traditionnels	101,4	0,8
Produits primaires traditionnels (sous-total)	1 933,0	15,3
Soja (grains, farines et tourteaux)	1 219,8	9,6
Tabac en feuilles	238,9	1,9
Autres produits primaires	793,5	6,3
Produits primaires non traditionnels (sous-total)	2 252,2	17,8
Fonte et acier	282,1	2,2
Huile de soja	283,1	2,2
Autres huiles végétales	184,0	1,5
Cacao (pâte, beurre et autres préparations)	361,0	2,9
Autres produits semi-élaborés	278,3	2,2
Produits semi-élaborés (sucre cristallisé exclu) (sous-total)	1 388,5	11,0
Chaussures	280,8	2,2
Produits textiles	401,3	3,2
Machines et appareils électriques	315,2	2,5
Matériel de bureau	127,4	1,0
Equipements industriels	565,6	4,5
Matériel de transport	827,7	6,5
Produits sidérurgiques	213,8	1,7
Jus d'orange	332,6	2,6
Autres produits industrialisés	1 548,8	12,2
Produits manufacturés (café soluble et sucre raffiné exclus) (sous-total) ..	4 613,2	36,4
TOTAL (1)	12 658,9	100,0

(1) Y compris les transactions spéciales (177,3 millions de dollars).

Source : Banque centrale du Brésil.

Les produits industriels représentent actuellement plus de la moitié du total des exportations brésiliennes (51,4 % en 1978). Ces produits dits industriels comprennent, il est vrai, une bonne part de produits agricoles transformés : huiles végétales (3,7 % du total des exportations brésiliennes en 1978), préparations à base de cacao (2,9 %), café soluble (2,8 %), jus d'orange (2,6 %) et sucre cristallisé et raffiné (1,3 %) notamment. Ils comprennent en outre une part encore relativement importante de produits traditionnels ou faiblement élaborés : produits textiles (3,2 % des exportations brésiliennes en 1978), chaussures (2,2 %), fonte et acier (2,2 %). Les produits de la filière métallique prennent toutefois une importance croissante dans les échanges extérieurs du Brésil, notamment ceux situés dans la partie aval de cette filière comme les machines et les appareils électriques (2,4 % des exportations brésiliennes en 1978), les équipements industriels (4,4 %) et le matériel de transport (6,5 %).

Les produits primaires occupent une place encore relativement importante dans les exportations brésiliennes (48,6 % du total de ces exportations en 1978). Certains d'entre eux, même, pèsent très lourdement dans le commerce extérieur du Brésil. Tel est le cas du *café* (15,3 % des exportations brésiliennes en 1978), du *soja* (9,6 %), du *minerai de fer* (8,1 %) et du *cacao* (3,6 %). Tel est également le cas du *sucre*, dont les recettes d'exportation ont très sensiblement diminué ces dernières années par suite de l'effondrement des cours de ce produit (2,8 % des exportations brésiliennes en 1978 pour l'ensemble du sucre brut, cristallisé et raffiné, contre 10,0 % en moyenne entre 1972 et 1976).

6 - Deux filières clé :

la filière agro-alimentaire et la filière métallique

Bien qu'encore important, le poids relatif des produits primaires ne cesse de décliner, déclin appelé à se poursuivre avec le développement continu des exportations de produits industriels. L'on assiste ainsi à *un lent déplacement vers l'aval des flux d'exportation*, les filières tournées vers l'extérieur exportant des produits de plus en plus élaborés. Deux filières jouent à cet égard un rôle clé dans les exportations brésiliennes : celle des produits agro-alimentaires (environ 54 % des exportations brésiliennes en 1978) et celle des produits métalliques (environ 29 % du total de ces exportations en 1978). C'est à partir de ces deux filières, en particulier, que le Brésil entend accroître le volume de ses exportations et progresser sur de nouveaux marchés.

Le « nord » absorbe environ aujourd'hui les trois quarts des exportations brésiliennes, le « sud » faisant apparemment figure de marché

marginal. Une analyse détaillée de la structure des exportations brésiliennes et de leur évolution porte cependant à croire que le commerce avec le « sud » pourrait fortement croître dans les années qui viennent, déformant sensiblement la structure des échanges extérieurs du Brésil.

Les exportations de la filière agro-alimentaire concernent très largement le « nord ». Celui-ci absorbe ainsi la quasi-totalité des produits agricoles destinés à l'alimentation autres que les céréales (7) (92,4 % en 1978) et des aliments pour animaux (89,8 %), ces deux postes d'exportation étant à eux seuls responsables de près des deux cinquièmes au total des exportations du Brésil (38,6 % en 1978). Il en va de même pour les postes de moindre importance comme celui des boissons (93,6 %), des viandes, volailles et poissons (68,7 %) ou conserves (83,2 %) ou des produits agricoles destinés à l'industrie (72,3 %). La part des marchés du « sud » n'est vraiment significative que dans deux cas : celui des corps gras animaux et végétaux (63,2 % des exportations du dit poste en 1978) et, dans une moindre mesure, des sucres, chocolats et produits de la confiserie (49,4 %).

TABLEAU 6 - Destination des principales exportations de la filière agro-alimentaire (en % des exportations FOB de l'année 1978)

Produits	Zones	
	« nord » (1)	« sud » (2)
Boissons	93,6	6,4
Produits agricoles destinés à l'alimentation autres que les céréales	92,4	7,6
Aliments pour animaux	89,8	10,2
Conserves de viandes, volailles et poissons	83,2	16,8
Produits agricoles destinés à l'industrie	72,3	27,7
Viandes, volailles et poissons	68,7	31,3
Sucres, chocolats et produits de la confiserie	50,6	49,4
Corps gras animaux et végétaux	36,8	63,2

Source : CHELEM-CEPII.

(1) Amérique du Nord, Europe (y compris l'Europe de l'Est) et Japon.

(2) Amérique Latine, Afrique, Moyen-Orient, Asie (Japon non compris) et Pacifique.

La part du « nord » dans les exportations de la filière métallique est par contre beaucoup moins importante.

(7) Ce poste regroupe les produits suivants : animaux vivants, œufs, fruits et légumes, produits tropicaux, oléagineux et tabacs bruts, à l'exclusion des produits transformés.

Elle est encore prépondérante pour les produits primaires ou faiblement transformés de la filière métallique : minerai de fer (94,4 % des exportations du dit poste en 1978), minerais non ferreux (86,3 %) et produits sidérurgiques (69,6 %).

Les marchés du « sud », par contre, constituent le principal débouché de la plupart des produits élaborés de la filière métallique : automobiles, motocycles et cycles (97,3 % des exportations du dit poste), appareils de manutention et d'extraction (96,5 %), véhicules utilitaires et autres matériels terrestres (81,9 %), machines spécialisées pour industries particulières (80,3 %), machines et matériels agricoles (79,0 %), navires et bateaux (72,5 %), produits de la mécanique générale (67,7 %) et éléments pour véhicules automobiles (54,2 %). Quelques postes font cependant exception, les marchés du « nord » étant dans ce cas prédominants (produits de l'électronique grand public, moteurs, turbines et pompes, produits de la construction aéronautique, appareils et fournitures électriques et, dans une faible mesure, machines de bureau et matériel informatique).

TABLEAU 7 - Destination des principales exportations de la filière métallique
(en % des exportations FOB de l'année 1978)

Produits	Zones	
	« nord » (1)	« sud » (2)
Minerai de fer	94,4	5,6
Produits de l'électronique grand public	91,9	8,1
Minerais non ferreux	86,3	13,7
Produits sidérurgiques	69,6	30,4
Moteurs, turbines, pompes	66,3	33,7
Produits de la construction aéronautique	63,0	37,0
Appareils et fournitures électriques	56,9	43,1
Machines de bureau, matériel informatique	50,2	49,8
Éléments pour véhicules automobiles	45,8	54,2
Produits de la mécanique générale	32,3	67,7
Navires et bateaux	27,5	72,5
Machines et matériel agricoles	21,0	79,0
Machines spécialisées pour industries particulières	19,7	80,3
Véhicules utilitaires, autres matériels terrestres	18,1	81,9
Appareils de manutention et d'extractions	3,5	96,5
Automobiles, motocycles, cycles	2,7	97,3

Source : CHELEM-CEPII.

(1) Amérique du Nord, Europe (y compris Europe de l'Est) et Japon.

(2) Amérique Latine, Afrique, Moyen-Orient, Asie (Japon non compris) et Pacifique.

7 - Une percée prévisible sur les marchés du sud

Les exportations brésiliennes en direction du « nord » conserveront sans doute pendant longtemps une importance déterminante pour l'équilibre des échanges extérieurs du pays. Leur contenu présente cependant pour le Brésil un double inconvénient : celui de porter généralement sur des produits à faible valeur ajoutée et sujets pour nombre d'entre eux à divers aléas (aléas climatiques pour les exportations agricoles et fluctuation des cours pour les produits primaires).

Les pays de la communauté européenne et les Etats-Unis constituent aujourd'hui de loin les deux principaux marchés d'exportation du Brésil, avec respectivement 29,5 % et 22,7 % du total des exportations brésiliennes en 1978. Les principaux clients du Brésil dans cette première zone sont aujourd'hui l'Allemagne fédérale (8,4 % des exportations brésiliennes en 1978), les Pays-Bas (6,2 %), la France (4,2 %), le Royaume-Uni (4,0 %) et l'Italie (4,0 %). Le volume des exportations en direction de ces deux marchés a sensiblement augmenté depuis 1973, non sans avoir régressé au cours de l'année 1975. Les pays du Comecon (5,8 % des exportations brésiliennes en 1978), le Japon (5,1 %) et les pays de l'Association européenne de libre échange (4,0 %) se situent par contre loin de ces deux partenaires privilégiés, les exportations en direction de ces zones tendant à se stabiliser, voire à décliner, ces dernières années.

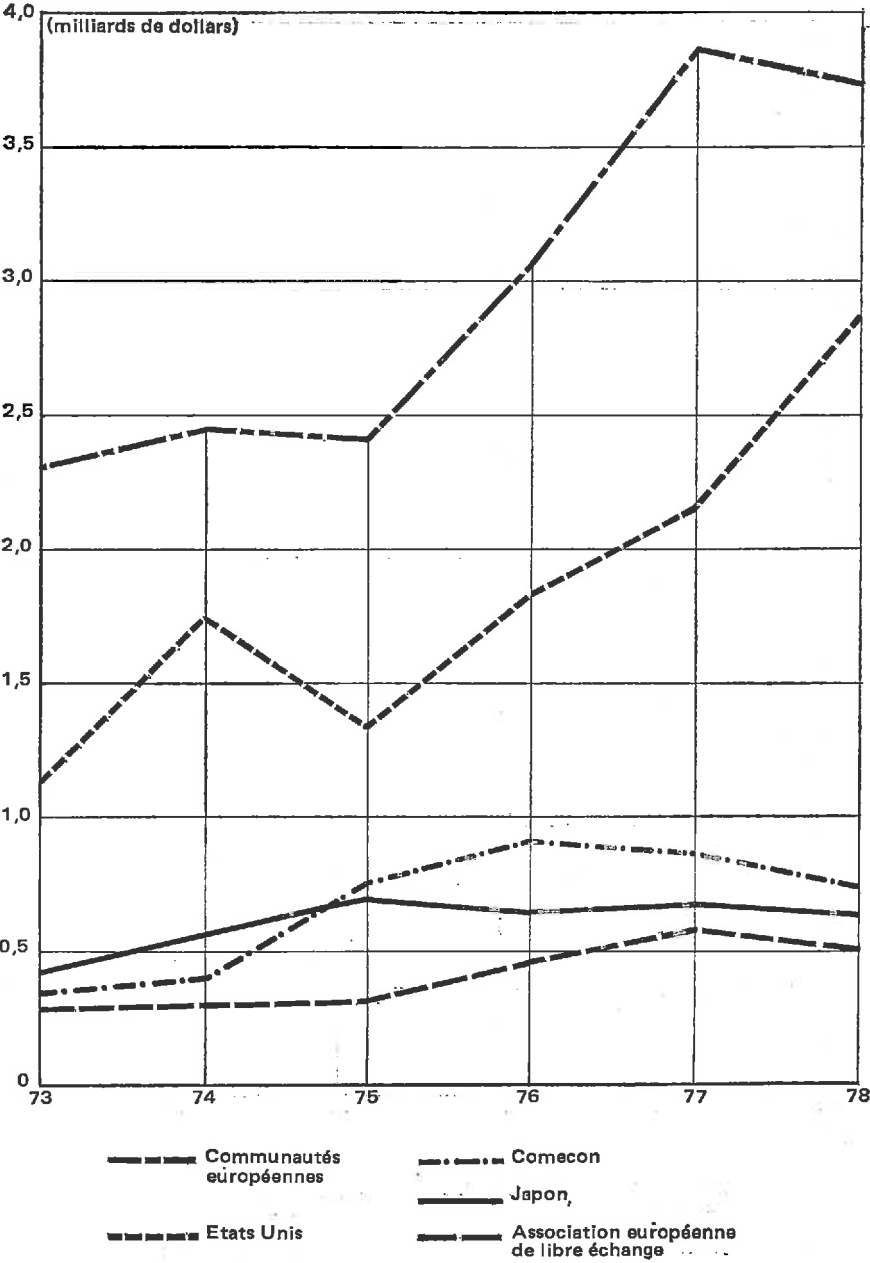
Les marchés du « sud », qui revêtent d'ores et déjà un caractère stratégique aux yeux du gouvernement brésilien, pèseront sans doute de façon croissante dans les échanges extérieurs du Brésil. Sur ces marchés le Brésil s'impose déjà comme exportateur de produits manufacturés relativement élaborés, offrant *des gammes de produits susceptibles de concurrencer les exportations du « nord »*.

L'un des exemples les plus frappants de cette percée commerciale est sans doute aujourd'hui celui de l'automobile, l'industrie brésilienne ayant réalisé ces dernières années une remarquable pénétration sur les marchés africains (49,1 % des exportations d'automobiles particulières, motocycles et cycles en 1978).

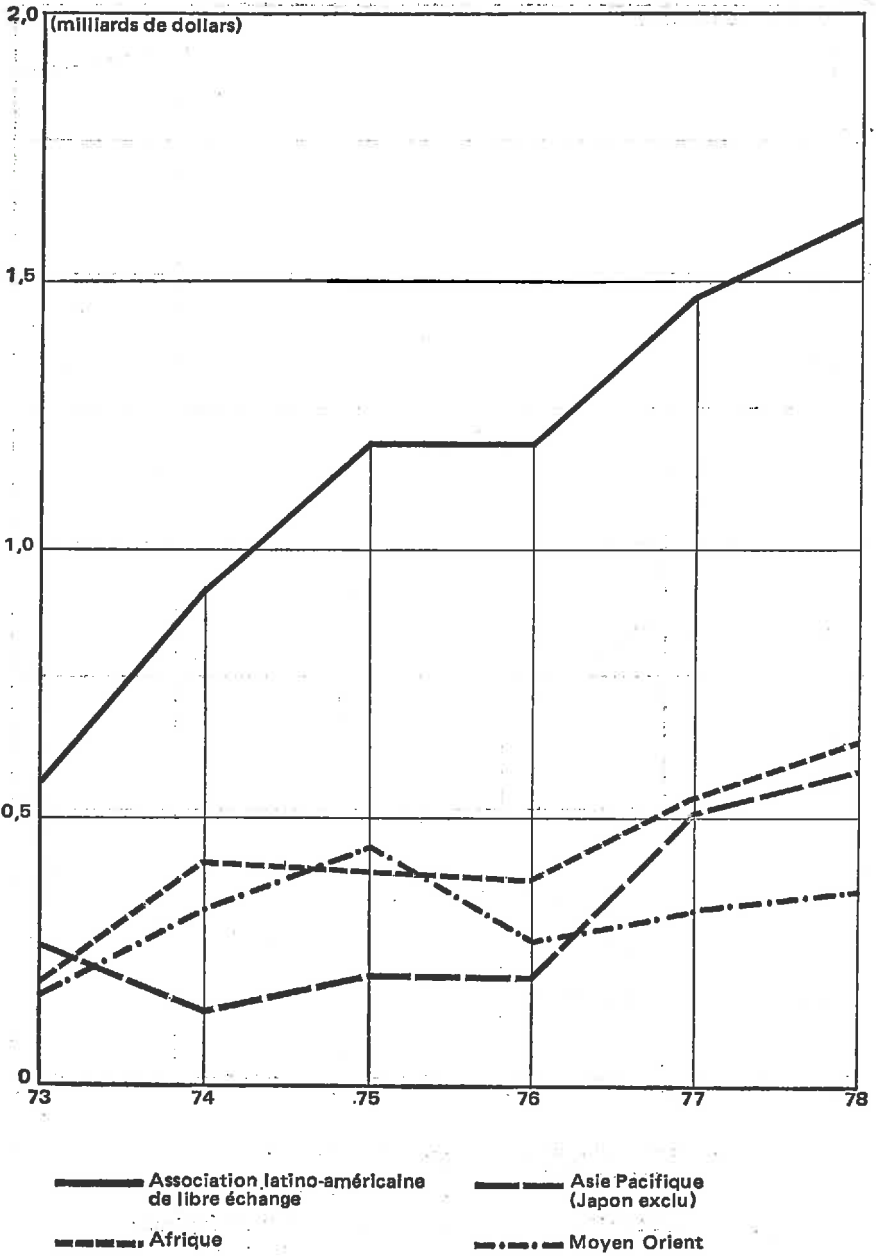
Depuis 1973, les exportations brésiliennes vers les pays de l'*Association latino-américaine de libre échange* (8) ont sensiblement progressé, cette zone constituant de loin pour le Brésil le premier marché du « sud » (12,8 % des exportations brésiliennes en 1978). Les exportations vers

(8) L'Association Latino Américaine de Libre Echange regroupe la quasi totalité des pays d'Amérique du Sud : Argentine, Brésil, Chili, Mexique, Paraguay, Uruguay ; groupe Andin : Bolivie, Colombie, Equateur, Pérou, Venezuela.

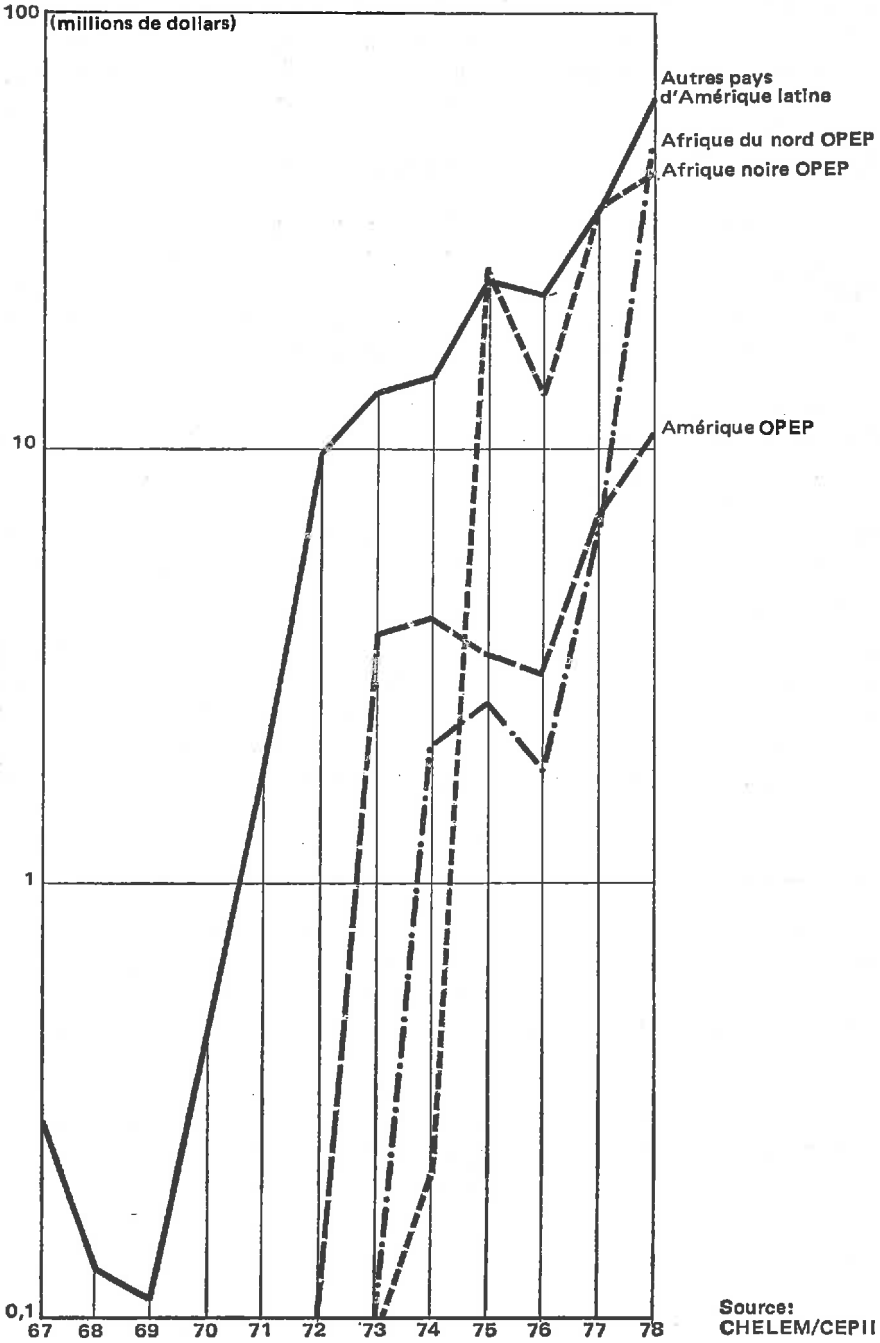
Graphique n° 8 : Evolution des exportations brésiliennes vers le « nord »



Graphique n° 9 : Evolution des exportations brésiliennes vers le «sud»



Graphique n° 10 : Les exportations Brésiliennes d'automobiles particulières



Source: CHELEM/CEPII

l'Afrique ont également sensiblement crû depuis cette date, cette zone figurant aujourd'hui pour le Brésil au deuxième rang de ses marchés du « sud » (5,0 % des exportations brésiliennes en 1978). L'évolution des exportations vers le Moyen-Orient et vers l'Asie a été plus chaotique, ces zones n'absorbant encore qu'une faible fraction du total des exportations brésiliennes (4,7 % en 1978 pour l'Asie et le Pacifique — Japon exclu — et 2,8 % pour le Moyen-Orient).

Ces évolutions ne sauraient cependant rendre parfaitement compte des progrès réalisés par le Brésil sur les marchés du « sud ». L'on assiste ainsi depuis 1973 à un très net redéploiement des courants d'exportation à l'intérieur des zones considérées, certains marchés traditionnels perdant leur importance relative au profit d'autres marchés.

En Amérique latine, l'Argentine reste le principal partenaire commercial du Brésil (2,8 % des exportations brésiliennes en 1978). Mais, depuis 1973, les exportations brésiliennes ont surtout progressé vers les autres pays dits du cône sud (Uruguay, Paraguay, Bolivie et Chili) et, plus au nord, vers le Venezuela et la Colombie. Les ventes en direction du Pérou, de l'Equateur et du Mexique ne se sont développées que modérément.

En Afrique du Nord, les exportations brésiliennes n'ont surtout progressé qu'en Algérie et en Libye, l'Algérie étant de loin aujourd'hui le principal partenaire du Brésil dans cette zone (0,8 % des exportations brésiliennes en 1978). Mais c'est surtout en Afrique Noire que la percée commerciale du Brésil a été remarquable, tout particulièrement au Nigéria (1,9 % des exportations brésiliennes en 1978). Les exportations brésiliennes se sont également sensiblement développées vers la Côte-d'Ivoire, l'Angola et le Mozambique, celles-ci portant encore, il est vrai, sur de très faibles volumes.

La progression des exportations brésiliennes vers le Moyen-Orient et l'Asie reste pour l'instant contrastée. Au Moyen-Orient, le Brésil a réussi à accroître ses exportations vers les pays pétroliers, ses ventes stagnent ou régressent sur les autres marchés. En Asie, les exportations brésiliennes se sont régulièrement développées vers certains marchés (Singapour, Thaïlande et Philippines notamment), leur progression restant très chaotique sur la plupart des autres marchés. Les exportations vers la Chine populaire, en particulier, se sont sensiblement mais irrégulièrement développées (1,0 % des exportations brésiliennes en 1978).

Conclusion : esquisse de deux scénarios contrastés

Le Brésil constitue sans doute aujourd'hui un des exemples les plus caractéristiques des formes d'ajustement recherchées par les pays en voie d'industrialisation rapide au lendemain du premier choc pétrolier (9).

Comme la plupart de ces pays, le Brésil a cherché à repousser dans le temps les ajustements inéluctables, empruntant sur le marché international les capitaux nécessaires à la poursuite d'une forte croissance et au colmatage de ses déficits courants. Il espère ainsi résorber à terme son déficit extérieur, les programmes de substitution et le développement des exportations constituant les deux principaux axes de cette stratégie de rééquilibrage.

Crédible à terme, cette stratégie n'en repose pas moins sur *d'importants paris* : pari que les substitutions d'importations seront suffisamment amples et rapides pour permettre de substantielles économies de devises, pari encore que le développement des exportations brésiliennes sera suffisamment soutenu pour dégager rapidement d'importants excédents, pari enfin que le Brésil pourra continuer à s'endetter sur le marché international pour faire face dans l'immédiat à ses déficits courants.

Les programmes de substitution exigeront cependant un important effort financier dans les années qui viennent et de longs délais avant d'aboutir à des résultats tangibles. Les exportations brésiliennes continueront sans doute à progresser, mais cette progression dépendra encore longtemps de la demande des pays du « nord ». Il n'est pas sûr enfin que le Brésil puisse continuer indéfiniment à s'endetter, le service de la dette absorbant déjà plus des deux tiers de ses recettes d'exportation.

A court terme, le Brésil devra amortir les effets du second choc pétrolier, voire de nouveaux chocs successifs dans l'hypothèse d'un relèvement périodique des prix du pétrole. Pour ce faire, il devra recourir à de nouveaux emprunts et accroître son niveau d'endettement auprès du système bancaire international, voire auprès d'autres institutions.

Deux situations pourraient dès lors se présenter :

— soit le Brésil arrive à dépasser le cap des nouveaux chocs pétroliers grâce à de nouveaux emprunts et ne serait pas, dans ce cas, obligé de remettre en cause sa stratégie de rééquilibrage ;

(9) Voir à ce sujet Berthelemy, Besnainou, Brender, Ewencyk : « Vers des limites financières à la croissance » (*Economie prospective internationale*, n° 3, CEPIL, Documentation Française, juillet 1980).

— soit le Brésil n'arrive pas à mobiliser les capitaux nécessaires au colmatage de ses déficits courants et serait, dans ce cas, contraint de réviser en baisse ses objectifs de croissance. Les conséquences de ces deux types de situation seraient fort différentes.

Dans la première, les caractéristiques du modèle en place et son articulation avec le « nord » ne seraient pas sensiblement altérées. Il est même possible qu'elles en sortent renforcées, le Brésil faisant de plus en plus figure de grand pôle industriel dans l'hémisphère sud mais aussi de plate-forme avancée des multinationales dans cette partie du monde. Le prix en serait évidemment une dépendance financière croissante vis-à-vis des principaux bailleurs de fonds du monde occidental (sauf mise en place hypothétique de nouveaux circuits de recyclage des pétro-dollars entre les économies du sud).

Dans la deuxième, la dynamique du modèle en place et ses rapports avec le « nord » pourraient être profondément bouleversés. Directement, car l'économie brésilienne perdrait son dynamisme et, par là même, son attractivité pour les capitaux internationaux et sa capacité d'absorption des exportations du « nord ». Indirectement, car l'avènement d'un climat de récession aurait d'importantes incidences intérieures et pourrait même remettre en cause l'équilibre socio-politique du pays.

Ariel FRANÇAIS